

**Section 1 – Contexte et principes généraux**

# 1. Base juridique

Le présent rapport traite du niveau de représentation des ressortissants de chaque État membre parmi le personnel des institutions auxquelles s'applique le statut des fonctionnaires de l’Union européenne (ci-après le «statut»). Il est présenté en vertu de l'article 27, troisième alinéa, du statut et de l’article 12, paragraphe 1, quatrième alinéa, du régime applicable aux autres agents de l’Union européenne (RAA). Sauf disposition contraire, toute référence à l’article 27 du statut vaut également référence à l’article 12 du RAA.

En règle générale, toute discrimination exercée en raison de la nationalité est interdite par les traités, la Charte des droits fondamentaux et le statut[[1]](#footnote-1). Parallèlement, le statut impose que les institutions de l’UE recrutent leurs fonctionnaires sur une base géographique la plus large possible (article 27 du statut)[[2]](#footnote-2). L'équilibre entre ces deux éléments permet d’ores et déjà aux institutions de tenir compte de la nationalité, même pour pourvoir des postes déterminés, «au cas où les titres des différents candidats sont sensiblement équivalents»[[3]](#footnote-3).

Avec la réforme du statut en 2013, qui y a inscrit le principe de l'égalité des citoyens de l'Union, les colégislateurs ont instauré une nouvelle base juridique qui permet à chaque institution d'adopter des mesures appropriées si les nationalités parmi les fonctionnaires présentent un déséquilibre important qui ne se justifie pas par des critères objectifs. L’objectif de cette modification était de prévoir les moyens juridiques nécessaires pour faire face à des situations de déséquilibre important, qui seraient contraires au principe même d'égalité des citoyens de l’Union.

# 2. Portée du rapport

L’article 27 du statut prévoit que la Commission rende compte au Parlement européen et au Conseil sur la mise en œuvre dudit article. Aux fins de ce rapport, les définitions suivantes s’appliquent:

**Institutions:** les institutions concernées sont celles auxquelles s'applique le statut. La Commission a demandé la contribution de toutes les institutions et agences décentralisées. Une section spécifique est consacrée aux institutions et agences participantes.

**Membres du personnel**: la base juridique couvre les fonctionnaires (article 27 du statut) et les agents temporaires (article 12 du RAA). Ces deux catégories de personnel sont examinées ensemble.

**Groupe de fonctions:** la base juridique n’impose pas d'opérer une distinction par groupe de fonctions. Cependant, vu l’objectif sous-jacent au rapport, l’analyse concernant la Commission portera sur le groupe de fonctions AD.

**Section 2 – Commission européenne**

1. **Méthode**

**1.1.** **Contexte**

Avant l’entrée en vigueur de l’article 27 du statut dans son libellé actuel, la question de l’équilibre géographique était principalement abordée lors des élargissements de l’Union à de nouveaux États membres. Dans chaque cas, l’objectif était d’atteindre, dans un laps de temps limité, un niveau de représentation adéquat des ressortissants des nouveaux États membres en tenant compte de l’importance relative de l’élargissement par rapport à la situation existante.

La Commission a adopté plusieurs communications établissant la méthode à appliquer pour définir l’objectif à atteindre, que ce soit sous la forme de «taux de référence» avant 2003[[4]](#footnote-4) ou d’«objectifs indicatifs de recrutement» depuis 2003[[5]](#footnote-5). La Commission a fait régulièrement rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de recrutement et a, au besoin, adopté des mesures correctives.

Une synthèse détaillée de l’évolution des «taux de référence» applicables avant 2003 figure à l’annexe 2, ainsi qu’un tableau indiquant les objectifs de recrutement adoptés depuis 2003.

La méthode appliquée pour fixer les taux de référence et les objectifs indicatifs de recrutement en 2003 devait être transitoire, la dernière phase de transition se terminant en 2018 à la suite de l’élargissement à la Croatie. Aussi les conditions sont-elles à présent réunies pour définir les «taux de référence» pour les États membres sur la base d’une méthode unique.

**1.2.** **Niveau de représentation des nationalités**

*1.2.1.* *Nationalité*

Conformément à l’article 28, point a), du statut, un fonctionnaire ne peut être nommé qu’à la condition d’être ressortissant d’un État membre de l’Union, sauf dérogation accordée par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Dès lors, chaque fonctionnaire est tenu de déclarer au moins une nationalité au moment de sa nomination. Cette nationalité est encodée dans le système d’information en tant que «première nationalité» et demeure constante, à moins qu’un changement ne soit demandé par le fonctionnaire.

La «première nationalité» sert de base pour l’établissement du présent rapport.

Les fonctionnaires peuvent[[6]](#footnote-6) déclarer d'autres nationalités soit au moment de leur nomination, soit en cours de carrière. Toute nationalité qui s'ajoute à la «première nationalité» est encodée dans le système d'information en tant que «deuxième nationalité», «troisième nationalité», etc.

Au 1.1.2018, 1041 fonctionnaires et agents temporaires avaient déclaré plus d'une nationalité. Une synthèse détaillée des premières et deuxièmes nationalités figure à l’annexe 7 *quinquies*.

*1.2.2.* *Taux de référence*

1.2.2.1. Royaume-Uni

Étant donné la notification par le Royaume-Uni au Conseil, le 29 mars 2017, de son intention de se retirer de l’Union, aucun taux de référence n’est défini pour le Royaume-Uni. De fait, l’analyse réalisée dans le présent rapport servira de base pour de futures mesures. Par conséquent, tout en reconnaissant entièrement que le Royaume-Uni est un État membre au moment de l’adoption du présent rapport, il ne semble pas approprié à ce stade de fixer un taux de référence pour la future représentation des ressortissants du Royaume-Uni.

Afin de tenir pleinement compte du fait que le Royaume-Uni reste un État membre jusqu’au jour où il quittera l’Union, et afin d'aborder la question sans préjuger de l’issue des négociations en cours, il est proposé de recalculer tout chiffre pertinent sans y inclure les valeurs pour le Royaume-Uni. Le rapport offre une vue détaillée de la présence actuelle des ressortissants du Royaume-Uni parmi le personnel AD de la Commission (voir annexe 7 *quater*). Les ressortissants du Royaume-Uni occupent de façon prépondérante des grades supérieurs au grade AD9. La moitié d’entre eux étaient âgés de plus de 50,5 ans au 1.1.2017.

La Commission a pris note du fait qu’un certain nombre de ressortissants du Royaume-Uni parmi son personnel ont demandé un changement de leur première nationalité ou pourraient le faire.

Ces changements sont de nature exceptionnelle et méritent donc un traitement particulier.

Par conséquent, aux fins de la représentation équilibrée du personnel de la Commission, notamment au niveau de l’encadrement intermédiaire et supérieur, les membres du personnel du Royaume-Uni qui déclarent un changement de nationalité après le 29 mars 2017 seront considérés comme ayant gardé la nationalité britannique comme première nationalité[[7]](#footnote-7).

1.2.2.2. Définition des taux de référence pour les 27 autres États membres

Il y a lieu de définir une méthode pour harmoniser les pondérations des États membres. L'indicateur adopté en 2003 afin de définir des objectifs indicatifs de recrutement se fonde sur des critères objectifs, permet un équilibre juste entre la nécessité de refléter la composition de la population de l’UE et le besoin d'assurer une représentation minimale des petits États membres, et il est facile à appliquer[[8]](#footnote-8).

Les services de la Commission utilisent de facto cet indicateur depuis 2003 lorsqu’ils réalisent des analyses de la situation sur le plan de l'équilibre géographique, et il est proposé de conserver ce même indicateur, sans le Royaume-Uni, aux fins du présent rapport. L'indicateur sera régulièrement actualisé afin de rendre compte de l'évolution de ses composantes.

Les taux de référence sont actuellement les suivants (calcul à l’annexe 5):

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **État membre** | **Taux de référence** |  | **État membre** | **Taux de référence** |
| **Malte** | 0,6 % |  | **Hongrie** | 3,0 % |
| **Luxembourg** | 0,8 % |  | **Portugal** | 3,1 % |
| **Chypre** | 0,8 % |  | **République tchèque** | 3,1 % |
| **Estonie** | 0,8 % |  | **Grèce** | 3,1 % |
| **Lettonie** | 1,0 % |  | **Belgique** | 3,1 % |
| **Slovénie** | 1,0 % |  | **Pays-Bas** | 3,9 % |
| **Lituanie** | 1,5 % |  | **Roumanie** | 4,5 % |
| **Croatie** | 1,6 % |  | **Pologne** | 8,2 % |
| **Irlande** | 1,6 % |  | **Espagne** | 8,9 % |
| **Slovaquie** | 1,8 % |  | **Italie** | 11,2 % |
| **Finlande** | 1,8 % |  | **France** | 11,6 % |
| **Danemark** | 1,8 % |  | **Allemagne** | 13,8 % |
| **Bulgarie** | 2,4 % |  |  |  |
| **Autriche** | 2,6 % |  |  |  |
| **Suède** | 2,7 % |  | **Total** | 100,0 % |

*1.2.3.* *Définition d'une «présence minimale» pour chaque nationalité*

Les dispositions légales applicables concernant l’équilibre géographique reflètent deux exigences fondamentales. Premièrement, les procédures de sélection et de recrutement devraient être conçues de façon à éviter toute partialité fondée sur la nationalité. Deuxièmement, une représentation géographique équilibrée au sein du personnel est nécessaire pour que la Commission réponde à l’un de ses objectifs fondamentaux, à savoir être proche des citoyens et refléter la diversité des États membres.

Par conséquent, la Commission considère

* qu'un niveau minimal de présence (au sein du personnel de la Commission) devrait être défini et garanti pour chaque nationalité de l’UE;
* que des écarts limités par rapport aux taux de référence seront tolérés non seulement parce qu’ils ne sont pas présumés mettre en péril l'équilibre géographique, mais aussi parce qu’ils sont nécessaires pour prévenir le risque d’inefficacité.

En pratique, la Commission considère qu'il existe un déséquilibre important si la part des ressortissants de l'un ou de plusieurs États membres parmi son personnel est inférieure à 80 % du taux de référence pertinent.

**1.3.** **Champ d'application**

*1.3.1.* *Groupe de fonctions*

Afin d'assurer la proportionnalité des mesures, le présent rapport sera consacré uniquement au groupe de fonctions AD. L'article 27 du statut s’applique à tous les membres du personnel quel que soit leur groupe de fonctions, mais une marge plus large est tolérée pour les groupes de fonctions AST et AST-SC. En effet, l’exigence de refléter la diversité de nationalités de l’Union européenne est plus stricte pour les fonctionnaires chargés de fonctions de direction, de conception, d'étude, de fonctions linguistiques ou scientifiques (les AD) que pour ceux chargés de fonctions d'exécution et de nature technique (les AST) ou de tâches de bureau et de secrétariat (les AST-SC).

En outre, les fonctions d’exécution et les fonctions de nature technique, de bureau et de secrétariat sont généralement exercées par du personnel recruté localement et sont souvent moins attrayantes pour les expatriés.

Pour cette raison, la présente analyse et toute mesure au titre de l’article 27, deuxième alinéa, du statut sont limitées au groupe de fonctions AD.

*1.3.2.* *Fonctions occupées*

Le présent rapport n’examine que la répartition du personnel occupant des fonctions hors encadrement. À la Commission, la répartition des nationalités parmi le personnel d’encadrement fait l'objet de règles et pratiques distinctes, ainsi que d'un suivi spécifique[[9]](#footnote-9).

*1.3.3.* *Services linguistiques*

L'objectif d'une représentation équilibrée du personnel ne peut pas être poursuivi de la même manière au sein des services linguistiques que des autres services.

En raison de la nature et des objectifs spécifiques des services linguistiques, la politique du personnel y suit une logique propre. Premièrement, le nombre requis de membres du personnel maîtrisant la langue cible est fixé à l'avance et il est indépendant de la taille de l’État membre correspondant. Deuxièmement, si les recrutements dans les services linguistiques ne sont pas dictés par la nationalité, mais par les compétences linguistiques, il existe néanmoins une forte corrélation entre ces deux éléments. Troisièmement, un certain nombre de langues sont les langues officielles de plusieurs États membres. Par conséquent, en fonction de la langue en question, la répartition par nationalité du personnel des services linguistiques suit un schéma qui n’est pas comparable à celui utilisé pour les services autres que linguistiques.

Il n’est ni pertinent ni souhaitable d'appliquer les «taux de référence» décrits à la section 1.2 ci-dessus aux services linguistiques. Le tableau figurant à l'annexe 6 montre la répartition de tout le personnel AD hors encadrement dans les services linguistiques de la Commission (à savoir la DGT et le SCIC). Ce tableau montre que la majorité des grands États membres, ainsi que les États membres qui «partagent» leur(s) langue(s) officielle(s) avec d'autres États membres, sont sous-représentés. Les déséquilibres sont d'autant plus évidents si l’on examine séparément les catégories AD5-AD8 et AD9-AD12, mais il est clair qu’un recrutement ciblé, sur cette base, pour les nationalités en question ne répondrait à aucune exigence opérationnelle.

Par conséquent, étant donné les contraintes objectives inhérentes à la politique de personnel des services linguistiques, la Commission exclut ces services du champ de l’évaluation de l’équilibre géographique.

*1.3.4.* *Grades*

L'article 27 du statut est le premier article du chapitre du statut consacré au recrutement. En application de l’article 31 du statut, les fonctionnaires du groupe de fonctions AD sont recrutés uniquement aux grades AD 5 à AD 8 et, le cas échéant, aux grades AD 9, AD 10, AD 11 ou, exceptionnellement, AD 12. Étant donné cette distinction, le rapport examine séparément les fourchettes

* AD9-AD12 (pour lesquels le nombre de nominations ne peut pas excéder 20 % du nombre total des nominations dans le groupe de fonctions AD pour une année donnée) et
* AD5-AD8 (qui sont les grades les plus habituels de nomination).

Il convient également de faire observer que les grades AD13-AD14 ne sont, en règle générale, pas des grades de recrutement (et sont dès lors exclus du champ de l'analyse) et que, de surcroît, depuis l’entrée en vigueur de la révision de 2014 du statut, ils sont réservés aux fonctions d’encadrement ou de conseil. Le volume de personnel hors encadrement dans cette fourchette de grades est un héritage du passé, et il s’agit pour l’essentiel de ressortissants des États membres ayant adhéré avant 2004; ce volume diminuera considérablement au fil du temps, étant donné que sa ventilation par âge laisse supposer que la grande majorité du personnel concerné partira à la retraite au cours des dix à quinze prochaines années. Ainsi, un certain nombre de nationalités des États membres d’avant 2004 seront plus touchées par les départs à la retraite à venir.

**2.** **Constatations et analyse**

**2.1.** **Situation au 1er janvier 2017**

*2.1.1.* *Fourchette des grades AD9-AD12*

L’annexe 7*ter* donne une vue d’ensemble de la situation au 1er janvier 2017. Les principales conclusions sont qu’à cette date,

* quatorze nationalités sont fortement sous-représentées: tous les États membres ayant adhéré à partir de 2004 et le Luxembourg.
* En chiffres absolus, les déficits les plus importants concernent les Polonais (160 personnes) et les Roumains (155).
* En chiffres relatifs, les déficits les plus importants concernent les Croates (qui atteignent 5 % de leur taux de référence), les Bulgares (8 %) et les Roumains (13 %).

La sous-représentation dans la fourchette des grades AD9-AD12 des ressortissants des États membres ayant adhéré à partir de 2004 était dans une certaine mesure prévisible, étant donné qu’aucun concours n’avait été organisé à ces grades dans le cadre spécifique des mesures dérogatoires pour l’élargissement (sauf pour les postes d’encadrement). L’objectif était de pourvoir progressivement tous les grades, en partant des grades les plus bas. C’est la raison pour laquelle tous les États membres ayant adhéré à partir de 2004 sont concernés.

L’évolution de la situation correspond à ce qui était prévu. Toutes les nationalités de l’élargissement de 2004 ont à présent atteint entre 50 % et 70 % de leur objectif. En ce qui concerne les nationalités des élargissements de 2007 et de 2013, il est encore trop tôt[[10]](#footnote-10) pour en voir une présence notable à ces grades. En revanche, leur niveau de représentation dans la fourchette des grades AD5-AD8 (respectivement de plus de 200 % et de 140 % de l’objectif, voir annexe 7a) donne une assurance raisonnable du fait que le processus est en bonne voie. La Commission continuera à suivre de près l’évolution de leur niveau de représentation à ces grades afin de vérifier que celle-ci suive toujours la tendance actuelle.

Seule l’importante sous-représentation des ressortissants luxembourgeois dans cette fourchette de grades ne paraît pas justifiée. Toutefois, il convient également de mentionner que cette sous-représentation peut être liée aux effectifs réduits qui sont en jeu: avec seulement quatre ressortissants de plus aux grades concernés, le Luxembourg ne figurerait pas parmi les nationalités sous-représentées.

*2.1.2.* *Fourchette des grades AD5-AD8*

La fourchette des grades AD5-AD8 mérite une attention particulière dans une perspective dynamique. En effet, conformément aux exigences du statut, il s’agit de la fourchette de grades où doivent s’opérer au moins 80 % des nominations. Le niveau de représentation des nationalités à l’intérieur de cette fourchette de grades déterminera celui des nationalités dans la fourchette des grades AD9-AD12 d'ici une décennie. C’est donc dans ces effectifs que le personnel d’encadrement (et, plus particulièrement, le personnel d’encadrement intermédiaire) sera choisi au cours de la même période. Une représentation équilibrée dans la fourchette des grades AD5-AD8 aujourd’hui constitue une condition préalable à une représentation équilibrée des nationalités aux grades supérieurs à plus long terme.

L’annexe 7*bis* donne une vue d’ensemble de la situation au 1er janvier 2017. Les principales constatations sont qu’à cette date,

* dix nationalités (les dix États membres ayant adhéré avant 2004[[11]](#footnote-11)) sont nettement sous-représentées: le Danemark, l’Allemagne, l’Irlande, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, l’Autriche, le Portugal, la Finlande et la Suède.
* En chiffres absolus, les déficits les plus importants concernent les Allemands (près de 230 personnes) et les Français (près de 140).
* En chiffres relatifs, les déficits les plus importants concernent les Luxembourgeois (aucun Luxembourgeois), les Suédois et les Danois (qui n’ont atteint que 30 % environ de leur taux de référence).

La sous-représentation de la majorité des nationalités de l’UE-14[[12]](#footnote-12) dans la fourchette des grades AD5-AD8 peut s’expliquer, du moins en partie, par les procédures de recrutement appliquées à partir de 2004. Cela tient au fait que la majorité des postes réservés au recrutement de ressortissants des États membres d’après 2004 se situaient dans la fourchette des grades AD5-AD8. La concentration des recrutements, pour les fonctionnaires des nouveaux États membres, dans les grades de base a, de manière quasi automatique, abouti à une sous-représentation des ressortissants des États membres d’avant 2004.

Seules quatre nationalités de l’UE-14 sont suffisamment représentées dans la fourchette des grades AD5-AD8: deux se situent juste au-dessous de leur taux de référence (les nationalités espagnole et italienne) et deux ont atteint leur taux de référence (les nationalités belge et grecque).

Cette situation appelle des mesures ciblées appropriées visant à accroître le niveau de représentation des nationalités qui, autrement, risqueraient d’être confrontées à un «fossé générationnel».

Toutefois, il reste à voir si de telles mesures seraient suffisantes pour assurer une représentation équilibrée de toutes les nationalités à long terme. Deux éléments peuvent être mis en avant à cet égard.

**2.2.** **Raisons sous-tendant la sous-représentation dans la fourchette des grades AD5-AD8**

*2.2.1.* *Lauréats disponibles sur les listes de réserve d’EPSO*

Le fait que quatre nationalités de l’UE-14 soient suffisamment représentées en dépit des procédures de recrutement de ces douze dernières années semble indiquer qu’il existe d’autres raisons au déficit de certaines nationalités. Un élément d’explication est donné par la ventilation des lauréats des concours EPSO.

Les tableaux figurant aux annexes 8 *bis* et 8 *ter* montrent que la disponibilité des lauréats depuis 2010 n’a pas toujours correspondu aux taux de référence. La situation est particulièrement frappante dans le cas des concours de spécialistes AD où 23 nationalités sur 27 sont insuffisamment représentées par rapport à leur taux de référence. Seules quatre nationalités atteignent leur taux de référence: les nationalités belge, grecque, italienne et espagnole[[13]](#footnote-13), c’est-à-dire les quatre nationalités de l’UE-14 suffisamment représentées dans la fourchette des grades AD5-AD8, comme indiqué à la section 2.1.2 ci-dessus.

Dans ce contexte, il importe de signaler que le manque de lauréats pour certaines nationalités n’est pas lié au mérite, mais plutôt à une participation aux concours plus faible que prévu. En effet, les données figurant aux annexes 8 *bis* et 8 *ter* montrent également que, dans un grand nombre de cas où une sous-représentation importante est observée, les ressortissants des États membres concernés présentent un taux de participation relatif bien plus bas et un taux de réussite relatif bien plus élevé (voir, par exemple, les Pays-Bas, la France ou l’Allemagne au concours généraliste).

La question de la ventilation par nationalité des listes d’EPSO est également susceptible d’avoir une influence sur l’équilibre géographique futur si aucune mesure n’est prise. En effet, si les tendances observées ces huit dernières années se confirment à l’avenir, les déséquilibres actuels ne seront pas susceptibles d’être résorbés «naturellement», voire certaines nationalités risquent d’être sous-représentées au cours des générations à venir[[14]](#footnote-14): les Tchèques, les Danois, les Estoniens, les Irlandais, les Chypriotes, les Lettons, les Lituaniens, les Luxembourgeois, les Polonais et les Slovènes.

*2.2.2.* *La question de l’attrait*

Un second aspect concerne la capacité de la Commission d’attirer un nombre suffisant de candidats hautement qualifiés en provenance de tous les États membres. Le nombre de participants aux concours AD5 par million d’habitants au cours des huit dernières années (voir annexe 8 *bis*) révèle des écarts considérables d’un État membre à l’autre. Les ressortissants de trois États membres (l’Allemagne, la France et les Pays-Bas) présentent un niveau de participation inférieur à la moitié de la moyenne de l’UE.

EPSO a déjà essayé d’encourager les ressortissants des États membres «déficitaires» à participer aux concours AD. Toutefois, ces efforts ne semblent pas avoir, jusqu’à présent, produit les résultats escomptés, ainsi que le montre la ventilation des candidats au dernier concours AD, toujours en cours (voir l’annexe 8 *quater*). La participation des ressortissants allemands et français continue de se situer à un niveau inférieur à la moitié du taux moyen. La participation néerlandaise a progressé, mais celle des Suédois et des Polonais a considérablement reculé.

Ces constatations mettent en évidence le défi de renforcer l’attrait de la Commission, alors que le «paquet» proposé (c’est-à-dire la combinaison de la rémunération, de la couverture sociale, des droits à pension, de l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée, etc.) peut être perçu comme s’étant détérioré en termes relatifs au fil du temps.

**3.** **Conclusion**

Quatre enseignements peuvent être tirés de l’analyse exposée ci-dessus.

En premier lieu, la situation de la fourchette des grades AD5-AD8 et celle de la fourchette des grades AD9-AD12 diffèrent considérablement l’une de l’autre. Dans les deux cas, on constate des sous-représentations importantes, mais ni les États membres concernés, ni la dynamique ne sont les mêmes.

Deuxièmement, bien qu’il existe un lien clair entre les déséquilibres observés et les procédures de recrutement de ces dix à quinze dernières années, il semble également qu’une source importante de déséquilibre réside dans la composition des listes d'EPSO. Or, ce déséquilibre ne semble pas tenir à des raisons objectives, et notamment pas au mérite.

Troisièmement, les déséquilibres dans les listes d’EPSO sont susceptibles de générer de nouveaux déséquilibres à l’avenir.

Quatrièmement, les tentatives visant, par des actions de communication, à encourager la participation aux concours d’EPSO dans leur forme actuelle n’ont pas permis d’accroître suffisamment les niveaux de participation des ressortissants des États membres concernés.

Parallèlement, une attention constante devrait être accordée au renforcement de l’attrait des institutions européennes en tant qu’employeurs.

Dans ce contexte, la Commission s’emploie à recenser les mesures susceptibles de servir l’objectif de corriger les tendances décrites ci-dessus, dans le plein respect du cadre juridique en vigueur. Elle envisage ensuite d’élaborer des dispositions générales d’exécution pour donner effet à l’article 27, deuxième alinéa, du statut, en vue de les adopter conformément à l’article 110. Ces dispositions devraient viser à mieux aligner la répartition par nationalité des lauréats disponibles sur les listes de réserve, afin de veiller à ce que le personnel de la Commission reflète de manière adéquate la répartition par nationalité des citoyens de l’Union.

**Section 3 – Autres institutions de l’Union   
auxquelles le statut s’applique**

1. **Introduction**

En vertu de l’article 27 du statut, la Commission est tenue de rendre compte au Parlement européen et au Conseil sur la mise en œuvre du deuxième alinéa dudit article. À cette fin, la Commission a recueilli les informations pertinentes auprès des institutions concernées.

Les contributions des différentes institutions sont résumées dans les tableaux figurant aux annexes 9 et 12, tandis que les données chiffrées pertinentes figurent aux annexes 10, 11, 13 et 14.

Le rapport résume les contributions des différentes institutions, sans les commenter.

**2.** **Institutions et organismes assimilés à des institutions en vertu de l’article 1er ter du statut (Institutions)**

La Commission a reçu des contributions de la part de toutes les institutions concernées.

À l’exception du service européen pour l’action extérieure (SEAE), aucune de ces institutions n’a adopté formellement de définition d’équilibre géographique, de déséquilibre géographique ou de déséquilibre géographique important. La plupart d’entre elles suivent néanmoins la représentation géographique de leur personnel et la comparent soit à la population de l’État membre concerné, soit à l’indicateur composite mis au point par la Commission pour les pays ayant adhéré à partir de 2004 (la moyenne de la part dans la population, la pondération des membres du Parlement européen et pré-Lisbonne au sein du Conseil).

Ce suivi est destiné à refléter les besoins et les contraintes de l’institution concernée.

La plupart des institutions font face à des déséquilibres géographiques dans la composition de leur personnel; dans certains cas, le déséquilibre est considéré comme important. Cependant, toutes les institutions ont estimé que les déséquilibres (importants) observés étaient justifiés par des raisons objectives. Les justifications invoquées le plus souvent ont été l’effet dit du «siège»[[15]](#footnote-15), la composition des listes d’EPSO, la capacité d’attirer du personnel de certains États membres et la taille relative des services linguistiques.

Dans la mesure où tous les déséquilibres sont considérés comme objectivement justifiés, aucune institution n’a pris l’initiative d’adopter des dispositions générales d’exécution pour donner effet à l’article 27, deuxième alinéa, du statut.

De même, aucune institution ne prévoyant de déséquilibre important à l’avenir (du moins, pas dans le groupe de fonctions AD), aucune d’entre elles n’élabore actuellement de dispositions générales d’exécution.

**3.** **Agences décentralisées**

La Commission a reçu les contributions de 19 agences décentralisées.

Les agences sont, en moyenne, de plus petite taille que les institutions visées au chapitre précédent. Elles sont souvent établies dans d’autres États membres, plus précisément dans des villes qui sont éloignées des principaux sièges des grandes institutions de l’Union. Elles sont spécialisées dans un domaine d’activités donné. Elles peuvent présenter des différences importantes entre elles, tant en ce qui concerne leur taille, le champ de leurs activités et leur lieu d’implantation. C’est la raison pour laquelle ni la Commission ni les agences elles-mêmes n’ont jugé opportun d’adopter une approche commune sur la question de l’équilibre géographique.

Il ressort du tableau figurant à l’annexe 12 qu’il n’existe pas de définition uniforme de ce que l’équilibre géographique devrait être. Néanmoins, compte tenu de leurs contraintes respectives, la majorité des agences ont considéré qu’elles ne présentaient pas de déséquilibre géographique important. Aussi n’envisagent-elles pas d’adopter de dispositions générales d’exécution pour donner effet à l’article 27 du statut.

Deux agences ont toutefois constaté des déséquilibres importants. Dans les deux cas, les agences estiment que le déséquilibre est dû à plusieurs facteurs, notamment au coefficient correcteur applicable et à la difficulté pour les conjoints de trouver un emploi sur le marché local.   
Une agence a constaté un déséquilibre croissant aux dépens des ressortissants de l’État membre d’accueil. Cette agence envisage d’arrêter des DGE donnant effet à l’article 27 du statut si ce déséquilibre s’accentue encore.

**ANNEXE 1: Base juridique**

**Article 9 du traité** **sur l’Union européenne:**   
«Dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens».

**Article 18 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne (TFUE):** «Dans le domaine d'application des traités, et sans préjudice des dispositions particulières qu'ils prévoient, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité»

[…]»

**Article 21 de la Charte des droits fondamentaux - Non-discrimination:**

1. Est interdite, toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.
2. «Dans le domaine d'application des traités et sans préjudice de leurs dispositions particulières, toute discrimination exercée en raison de la nationalité est interdite»

Il y a lieu de mentionner les principes généraux d’**autonomie institutionnelle** et **de coopération loyale** inscrits dans le droit constitutionnel de l’Union.

Le **statut** contient des prescriptions et des interdictions guidant la prise de décision de l’autorité investie du pouvoir de nomination. Selon un principe général, les décisions de l’autorité investie du pouvoir de nomination ne devraient être fondées que sur l’intérêt du service et les mérites individuels. En fonction du domaine concerné, le statut prévoit aussi une «liste noire» de critères que l’autorité investie du pouvoir de nomination ne peut pas utiliser. La référence à la nationalité n’est explicitement interdite que lorsqu’il s’agit de pourvoir des postes individuels:

*Selon la règle générale (applicable à l’ensemble du statut)*: l’article premier *quinquies* du statut interdit «toute discrimination, telle qu'une discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle». [[16]](#footnote-16);

*Recrutement:* l’article 27 exige que les fonctionnaires soient «recrutés sur une base géographique la plus large possible parmi les ressortissants des États membres de l'Union».   
Bien qu'il ne soit pas expressément fait mention de la nationalité, l’expression «base géographique la plus large possible» est interprétée comme équivalant à la nationalité;

*Pourvoi de postes individuels:* l’article 7 prévoit que «l’autorité investie du pouvoir de nomination affecte, par voie de nomination ou de mutation, dans le seul intérêt du service et sans considération de nationalité, chaque fonctionnaire à un emploi [...];  aux termes de l’article 27, «Aucun emploi ne peut être réservé aux ressortissants d'un État membre déterminé».   
La jurisprudence a confirmé que ces dispositions interdisent de réserver certains postes à certaines nationalités mais elle ne s’oppose pas à ce que les institutions adoptent des mesures afin de maintenir un équilibre général (en tenant compte notamment de la nationalité pour pourvoir certains postes «au cas où les titres des différents candidats sont sensiblement équivalents»[[17]](#footnote-17)).

À l’occasion de la **révision du statut en 2014**, une référence spécifique à la nationalité a été insérée en ce qui concerne le recrutement. En effet:

selon le considérant 2 du **règlement n° 1023/2013** du Parlement européen et du Conseil[[18]](#footnote-18), «il est [...] nécessaire de garantir un cadre pour attirer, recruter et conserver un personnel hautement qualifié et multilingue, sélectionné sur la base géographique la plus large possible parmi les citoyens des États membres». En outre, conformément au considérant 5 dudit règlement, «la valeur de la fonction publique européenne réside [...] dans sa diversité culturelle [et] linguistique, que seul un équilibre approprié entre les nationalités des fonctionnaires peut garantir».

L’article 27 **du statut**, tel que modifié, dispose que «le principe de l'égalité des citoyens de l'Union permet à chaque institution d'adopter des mesures appropriées si elle constate un déséquilibre important entre nationalités parmi les fonctionnaires, qui ne se justifie pas par des critères objectifs.»

L’idée qui sous-tend ces dispositions (modifiées) est que le «paquet» proposé aux candidats potentiels ainsi que les procédures de sélection et de recrutement sont conçus de manière telle qu’en l’absence d’une justification objective, la répartition des candidats, des lauréats et du personnel recruté des institutions (et partant des fonctionnaires en activité) devrait globalement refléter la répartition par nationalité des citoyens de l’Union. En l’absence de justification objective, tout écart significatif constaté devrait dès lors être considéré comme une violation du principe de l’égalité entre les citoyens, ce qui justifierait l’application de mesures correctives appropriées.

Le **régime applicable aux autres agents de l’Union européenne** et notamment l’article 12, contient des dispositions similaires applicables aux agents temporaires.

Aux fins de la mise en œuvre de l’article 27 du statut tel que modifié, chaque institution devrait normalement:

* interpréter la notion d’«équilibre» entre nationalités,
* interpréter la notion de déséquilibre «important»,
* superviser la situation factuelle en vue de «constater» l’équilibre entre nationalités,
* le cas échéant, recenser les «raisons» de ce déséquilibre important et déterminer si elles en constituent une «justification objective»,
* s’il y a lieu, identifier et/ou adopter «des mesures correctives appropriées».

L’article 27 du statut prévoit également qu’à l'issue d'une période de trois ans commençant le 1er janvier 2014, la Commission rend compte au Parlement européen et au Conseil sur la mise en œuvre du deuxième alinéa dudit article.

**ANNEXE 2: Taux de référence pour les États membres de l’UE-15 [[19]](#footnote-19)**

**Annexe 1**

**Équilibre géographique lors des précédents élargissements**

Chiffres de l’annexe 1*bis*

* **Point de départ (1958): l’équilibre géographique est basé sur les chiffres négociés**   
  Avec six États membres, le principe directeur était l’égalité entre les principaux États membres et l’ensemble des petits États membres. Les objectifs théoriques fixés étaient de 25 % pour la France, l’Allemagne, l’Italie et le Benelux. Des valeurs de référence non officielles ont été appliquées de manière souple, et limitées aux grades A les plus élevés.
* **Premier élargissement (1973): l’équilibre géographique reste basé sur des chiffres négociés**   
  Pour le processus d’élargissement de 1973, il a été considéré que la part du Royaume-Uni devait être la même que celle des trois plus grands États membres (18 % après réajustement), tandis que le Danemark, l’Irlande et la Norvège devaient avoir ensemble une part égale à 10 %. La décision de la Norvège de ne pas adhérer n’a donné lieu à aucun réajustement spécifique bien qu’il ait été estimé que la part combinée du Danemark et de l’Irlande devait se situer autour de 7 à 8 %.
* **Deuxième élargissement (1981): l’équilibre géographique est basé sur une combinaison de chiffres négociés et de critères objectifs (population et chiffres du PIB)**   
  Lors de l’adhésion de la Grèce, le principe d’une représentation égale des plus grands États membres et d’une surreprésentation des plus petits États a été maintenu. Néanmoins, même si le document «fresco» [COM(78)190], suggérait que la Grèce devait plutôt occuper la même position que la Belgique et les Pays-Bas, la part de la Grèce a finalement été fixée à 4,5 %, sous le chiffre de 8,1% alloué à la Belgique et aux Pays-Bas. Pour la première fois les chiffres de la population et du PIB ont été fournis pour illustrer cette approche.
* **Troisième élargissement (1986): l’équilibre géographique reste basé sur une combinaison de chiffres négociés et de critères objectifs (chiffres de la population et du PIB).**

Au moment de l’adhésion des pays ibériques en 1986, les valeurs de référence non officielles, qui n’existaient que pour les grades A1 à A3, étaient atteintes. Sans qu'il soit fait explicitement référence à certains critères, la part de l’Espagne a été fixée à la valeur moyenne entre celle des Pays-Bas et celle d’un grand pays, tandis que celle du Portugal a été fixée au même niveau que celle de la Grèce.

* **Quatrième élargissement (1995): l’équilibre géographique reste basé sur une combinaison de chiffres négociés et de critères objectifs (chiffres de la population et du PIB).**

La communication SEC 94/844 de la Commission du 17 mai 1994 a fixé les valeurs de référence applicables aux trois nouveaux États membres et a souligné la méthodologie adoptée.   L’équilibre géographique a été adapté sur la base de comparaisons entre les situations relatives des nouveaux États membres concernant leur population et les données économiques et sociales au sein de l’Union élargie. Les caractéristiques de la Finlande étaient comparables à celles du Danemark et l’objectif fixé visait à recruter un nombre de ressortissants finlandais égal au nombre de ressortissants danois en service. Les caractéristiques de l’Autriche et de la Suède étant une fois et demie plus importantes que celles du Danemark, les objectifs de recrutement ont été fixés proportionnellement. L’annexe 1*ter* illustre cette approche

* **Résumé: les trois grands principes appliqués jusqu’à présent:**   
  il ressort de ce qui précède que l'interprétation que donne la Commission à l’équilibre géographique combine trois critères:

1. l’équilibre géographique a très tôt constitué une préoccupation, notamment pour les grades A les plus élevés;
2. l’équilibre géographique a toujours été fondé sur une double règle de:   
   a) représentation égale des quatre (à l’origine trois) plus grands États membres;  
   b) surreprésentation des plus petits États membres afin d’assurer une représentation minimum.
3. L’élargissement n’a jamais conduit à une modification du poids relatif des anciens États membres. Par conséquent,   
   a) en ce qui concerne les anciens États membres, tous les poids relatifs sont demeurés identiques après les différents élargissements (par exemple, le poids de la Belgique est resté le même que celui des Pays-Bas et représentait 45 % de celui de l’Allemagne après les élargissements de 1981, de 1986 et de 1995);   
   b) les nouveaux États membres se sont vu attribuer un poids par référence aux anciens États membres avec lesquels ils présentaient le plus de similitudes (par exemple, le Portugal a reçu le même poids que la Grèce; le poids de l’Espagne a été fixé entre celui des Pays-Bas et de la France, et ainsi de suite).

**Annexe 1*bis*:**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Élargissements précédents - lignes directrices** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | 1958 | 1973 | 1981 | 1986 | 1995 |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|  | Benelux | 25,0 % | 18,0 % | (17,7 %) | (15,1 %) | (13,5 %) |
| LU | Luxembourg |  |  | 1,5 % | 1,3 % | 0,9 % |
| IE | Irlande |  | 3,5 % - 4 % | 3,5 % | 3,0 % | 2,7 % |
| FI | Finlande |  |  |  |  | 2,7 % |
| DK | Danemark |  | 3,5 % - 4 % | 3,5 % | 3,0 % | 2,7 % |
| PT | Portugal |  |  |  | 3,8 % | 3,6 % |
| GR | Grèce |  |  | 4,5 % | 3,8 % | 3,6 % |
| AT | Autriche |  |  |  |  | 4,0 % |
| SE | Suède |  |  |  |  | 4,0 % |
| BE | Belgique |  |  | 8,1 % | 6,9 % | 6,3 % |
| NL | Pays-Bas |  |  | 8,1 % | 6,9 % | 6,3 % |
| ES | Espagne |  |  |  | 11,0 % | 9,8 % |
| IT | Italie | 25,0 % | 18,0 % | 17,7 % | 15,1 % | 13,4 % |
| UK | Royaume-Uni |  | 18,0 % | 17,7 % | 15,1 % | 13,4 % |
| FR | France | 25,0 % | 18,0 % | 17,7 % | 15,1 % | 13,4 % |
| DE | Allemagne | 25,0 % | 18,0 % | 17,7 % | 15,1 % | 13,4 % |
|  |  | 100,0 % | 97 % - 98 % | 100,0 % | 100,1 % | 100,2 % |

**Annexe 1 *ter*:**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Approche comparative telle qu’utilisée pour l’élargissement de 1995** | | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | Population | | PIB | | Moyenne  (population, PIB) | Lignes directrices  1995 | |
| (1) | (2) | (3) | | (4) | | (5) | (6) | (7) |
| LU | Luxembourg | 0,4 | 0,1% | 21 | 0,2% | 0,2% | 0,9% |  |
| IE | Irlande | 3,8 | 1,0% | 114 | 1,3% | 1,1% | 2,7% |  |
| FI | Finlande | 5,2 | 1,4% | 141 | 1,6% | 1,5% |  | 2,7% |
| DK | Danemark | 5,4 | 1,4% | 181 | 2,1% | 1,7% | 2,7 % |  |
| PT | Portugal | 10,3 | 2,7% | 118 | 1,3% | 2,0% | 3,6% |  |
| GR | Grèce | 10,6 | 2,8% | 128 | 1,5% | 2,1% | 3,6% |  |
| AT | Autriche | 8,1 | 2,1% | 214 | 2,4% | 2,3% |  | 4,0% |
| SE | Suède | 8,9 | 2,4% | 246 | 2,8% | 2,6% |  | 4,0% |
| BE | Belgique | 10,3 | 2,7% | 256 | 2,9% | 2,8% | 6,3% |  |
| NL | Pays-Bas | 16,0 | 4,2% | 430 | 4,9% | 4,6% | 6,3% |  |
| ES | Espagne | 40,3 | 10,6% | 647 | 7,4% | 9,0% | 9,8% |  |
| IT | Italie | 57,9 | 15,3% | 1 224 | 13,9% | 14,6% | 13,4% |  |
| UK | Royaume-Uni | 60,0 | 15,8% | 1 511 | 17,2% | 16,5% | 13,4% |  |
| FR | France | 59,2 | 15,6% | 1 458 | 16,6% | 16,1% | 13,4% |  |
| DE | Allemagne | 82,3 | 21,7% | 2 112 | 24,0% | 22,9% | 13,4 % |  |
|  |  | 378,7 | 100,0% | 8 801 | 100,0% | 100,0% | 89,5% | 10,7% |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (1) EUROSTAT: population 2001 | | |  |  |  |  |  |  |
| (2) EUROSTAT: PIB aux prix du marché 2001 | | | |  |  |  |  |  |

**ANNEXE 3:**  **Méthodologie appliquée pour le calcul des valeurs de référence et des objectifs de recrutement des nouveaux États membres**

**Approche**

À l’occasion de l’élargissement de 2004, la Commission a adopté la communication du 14 février 2003 concernant le recrutement des fonctionnaires de la Commission issus des nouveaux États membres[[20]](#footnote-20) (ci-après «communication de 2003»). Selon cette communication, compte tenu de la nature de l’élargissement de 2004, l’application des critères utilisés lors des élargissements précédents ne saurait aboutir à un résultat juste et équilibré. Cette constatation était d’autant plus vraie que le poids des nouveaux États membres concernés était susceptible d’évoluer considérablement à la hausse au cours des 10 années suivantes.

Eu égard à cette considération, la Commission a mis au point une méthode applicable aux nouveaux États membres, y compris pour les élargissements à venir[[21]](#footnote-21). En adoptant cette méthode, la Commission a décidé que «les valeurs de référence et les objectifs indicatifs de recrutement serviraient de base aux mesures de recrutement dans les nouveaux États membres, et ce uniquement pendant la période transitoire »

La communication proposait une action en trois temps:

1. premièrement, la détermination du nombre de postes prévus pour l’ensemble des nouveaux États membres,
2. deuxièmement, le calcul, pour chaque nouvel État membre, d’une valeur de référence, c’est-à-dire de la part indicative des postes prévus pour cet État membre exprimée en pourcentage du nombre total de postes prévus pour le nouvel État membre,
3. troisièmement le calcul de l’objectif de recrutement pour chaque nouvel État membre, soit a x b.

**Détermination du nombre de postes qui devraient être prévus pour l’ensemble des nouveaux États membres**

Ce nombre est déterminé en trois étapes successives:

D’abord, le poids de tous les nouveaux États membres par rapport à la part globale des anciens États membres est calculé en fonction de trois critères: la population, les sièges au Parlement européen et la pondération des voix au Conseil (la moyenne mathématique de ces trois éléments est retenue).

Ensuite son poids (pourcentage) est appliqué au nombre de postes du tableau des effectifs après l’élargissement.

Enfin, le nombre de postes à réserver aux nouveaux États membres est fixé aux deux tiers de ce chiffre.

Le tableau suivant résume les calculs effectués pour les élargissements de 2004[[22]](#footnote-22), 2007[[23]](#footnote-23) et 2013[[24]](#footnote-24).

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | 2004 | 2007 | 2013 |
| Population nouveaux États membres (1) | 75,0 M | 29,5 M | 4,4 M |
| Population anciens États membres (1) | 378,7M | 459,3 M | 502,5 M |
| Sièges au PE nouveau(x) États membre(s) | 162 | 50 | 12 |
| Sièges au PE anciens États membres | 570 | 732 | 754 |
| Voix au Conseil nouveaux État(s) membre(s) | 84 | 24 | 7 |
| Voix au Conseil anciens États membres | 237 | 321 | 345 |
| Poids nouveau(x) États membre(s) | 21,6 % | 7 % | 1,5 % |
| Poids anciens États membres | 78,4 % | 93 % | 98,5 % |

(1) les chiffres ne coïncident pas d'une colonne à l’autre parce que pour les élargissements de l’UE-10 la Commission a utilisé les données de 2001, pour l’UE-2, celles de 2005 et pour la Croatie, celles de 2011.

**Calcul de la valeur de référence par État membre**

La méthode de calcul est la même que pour le poids de la part globale des nouveaux États membres, hormis le fait que les nouveaux États membres ne sont pas comparés aux anciens États membres mais uniquement entre eux.

**Application pratique de la méthodologie**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Valeur de référence indicative | Objectif de recrutement AD | Objectif de recrutement AST |
| République tchèque | 14,3% | 318 | 184 |
| Estonie | 3,4% | 76 | 44 |
| Chypre | 3,2% | 71 | 41 |
| Lettonie | 4,5% | 100 | 58 |
| Lituanie | 7,0% | 156 | 90 |
| Hongrie | 14,2% | 316 | 182 |
| Malte | 2,4% | 53 | 31 |
| Pologne | 39,0% | 867 | 501 |
| Slovénie | 3,9% | 87 | 50 |
| Slovaquie | 8,1% | 180 | 104 |
| **UE-10 (1)** | **100,0%** | **2 224** | **1284** |
|  |  |  |  |
| Bulgarie | 34,0% | 225 | 135 |
| Roumanie | 66,0% | 437 | 261 |
| **UE-2 (2)** | **100,0%** | **662** | **396** |
|  |  |  |  |
| **Croatie (3)** | **n.d.** | **149** | **100** |

(1): UE-10 confondus: 21,6% - UE-15 confondus: 78,4%   
(2): UE-2 confondus: 6,5 % - UE-25 confondus: 93,5%   
(3): Croatie 1,5 % - UE-27 confondus: 98,5%

**ANNEXE 4: Évolution de la population des États membres (sauf UK)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | | | |
|  |  |  |  |
|  | **2001** | **2015** | **Évolution 2001/2015** |
| **Luxembourg** | 439 500 | 562 958 | 28,1 % |
| **Chypre** | 697 500 | 847 008 | 21,4% |
| **Irlande** | 3 832 783 | 4 628 949 | 20,8 % |
| **Espagne** | 40 665 542 | 46 449 565 | 14,2 % |
| **Suède** | 8 882 792 | 9 747 355 | 9,7 % |
| **Malte** | 391 415 | 429 344 | 9,7 % |
| **Belgique** | 10 263 414 | 11 208 956 | 9,2 % |
| **France** | 61 357 400 | 66 415 161 | 8,2 % |
| **Autriche** | 8 032 926 | 8 576 261 | 6,8 % |
| **Italie** | 56 960 692 | 60 795 612 | 6,7 % |
| **Danemark** | 5 349 212 | 5 659 715 | 5,8 % |
| **Pays-Bas** | 15 987 075 | 16 900 726 | 5,7 % |
| **Finlande** | 5 181 115 | 5 471 753 | 5,6 % |
| **Slovénie** | 1 990 094 | 2 062 874 | 3,7 % |
| **République tchèque** | 10 414 373 | 10 538 275 | 1,2 % |
| **Portugal** | 10 256 658 | 10 374 822 | 1,2 % |
| **Slovaquie** | 5 402 547 | 5 421 349 | 0,3 % |
| **Pologne** | 38 253 955 | 38 005 614 | -0,6 % |
| **Grèce** | 10 934 097 | 10 858 018 | -0,7 % |
| **Allemagne** | 82 259 540 | 81 197 537 | -1,3 % |
| **Hongrie** | 10 200 298 | 9 855 571 | -3,4 % |
| **Croatie** | 4 437 460 | 4 225 316 | -4,8 % |
| **Estonie** | 1 388 000 | 1 313 271 | -5,4 % |
| **Bulgarie** | 7 928 901 | 7 202 198 | -9,2 % |
| **Roumanie** | 22 132 000 | 19 870 647 | -10,2 % |
| **Lettonie** | 2 364 254 | 1 986 096 | -16,0 % |
| **Lituanie** | 3 483 972 | 2 921 262 | -16,2 % |
|  |  |  |  |
| **Total** | 429 487 515 | 443 526 213 | 3,3 % |
|  |  |  |  |
| Source: Eurostat - date d’extraction: 23 janvier 2017. | | | |

**ANNEXE 5: Proposition pour les nouveaux taux de référence: application de la méthode arithmétique**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **État membre** | **Population 2015** | **Part arithmétique** | **Sièges au PE** | **Part arithmétique** | **Pondération des voix au Conseil** | **Part arithmétique** | **Taux de référence** |
| **Malte** | 429 344 | 0,1 % | 6 | 0,9 % | 3 | 0,9 % | 0,6 % |
| **Luxembourg** | 562 958 | 0,1 % | 6 | 0,9 % | 4 | 1,2 % | 0,8 % |
| **Chypre** | 847 008 | 0,2 % | 6 | 0,9 % | 4 | 1,2 % | 0,8 % |
| **Estonie** | 1 313 271 | 0,3 % | 6 | 0,9 % | 4 | 1,2 % | 0,8 % |
| **Lettonie** | 1 986 096 | 0,4 % | 8 | 1,2 % | 4 | 1,2 % | 1,0 % |
| **Slovénie** | 2 062 874 | 0,5 % | 8 | 1,2 % | 4 | 1,2 % | 1,0 % |
| **Lituanie** | 2 921 262 | 0,7 % | 11 | 1,6 % | 7 | 2,2 % | 1,5 % |
| **Croatie** | 4 225 316 | 1,0 % | 11 | 1,6 % | 7 | 2,2 % | 1,6 % |
| **Irlande** | 4 628 949 | 1,0 % | 11 | 1,6 % | 7 | 2,2 % | 1,6 % |
| **Slovaquie** | 5 421 349 | 1,2 % | 13 | 1,9 % | 7 | 2,2 % | 1,8 % |
| **Finlande** | 5 471 753 | 1,2 % | 13 | 1,9 % | 7 | 2,2 % | 1,8 % |
| **Danemark** | 5 659 715 | 1,3 % | 13 | 1,9 % | 7 | 2,2 % | 1,8 % |
| **Bulgarie** | 7 202 198 | 1,6 % | 17 | 2,5 % | 10 | 3,1 % | 2,4 % |
| **Autriche** | 8 576 261 | 1,9 % | 18 | 2,7 % | 10 | 3,1 % | 2,6 % |
| **Suède** | 9 747 355 | 2,2 % | 20 | 2,9 % | 10 | 3,1 % | 2,7 % |
| **Hongrie** | 9 855 571 | 2,2 % | 21 | 3,1 % | 12 | 3,7 % | 3,0 % |
| **Portugal** | 10 374 822 | 2,3 % | 21 | 3,1 % | 12 | 3,7 % | 3,1 % |
| **République tchèque** | 10 538 275 | 2,4 % | 21 | 3,1 % | 12 | 3,7 % | 3,1 % |
| **Grèce** | 10 858 018 | 2,4 % | 21 | 3,1 % | 12 | 3,7 % | 3,1 % |
| **Belgique** | 11 208 956 | 2,5 % | 21 | 3,1 % | 12 | 3,7 % | 3,1 % |
| **Pays-Bas** | 16 900 726 | 3,8 % | 26 | 3,8 % | 13 | 4,0 % | 3,9 % |
| **Roumanie** | 19 870 647 | 4,5 % | 32 | 4,7 % | 14 | 4,3 % | 4,5 % |
| **Pologne** | 38 005 614 | 8,6 % | 51 | 7,5 % | 27 | 8,4 % | 8,2 % |
| **Espagne** | 46 449 565 | 10,5 % | 54 | 8,0 % | 27 | 8,4 % | 8,9 % |
| **Italie** | 60 795 612 | 13,7 % | 73 | 10,8 % | 29 | 9,0 % | 11,2 % |
| **France** | 66 415 161 | 15,0 % | 74 | 10,9 % | 29 | 9,0 % | 11,6 % |
| **Allemagne** | 81 197 537 | 18,3 % | 96 | 14,2 % | 29 | 9,0 % | 13,8 % |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total** | 443 526 213 | 100,0 % | 678 | 100,0 % | 323 | 100,0 % | 100,0 % |

**Annexe 6: Répartition du personnel AD hors encadrement affecté à la DGT ou au SCIC au 1.1.2017**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Population 2015 & députés PE & voix au Conseil** | **Taux de référence** | | **Objectifs (en effectifs) (en 2017)** | | **Situation réelle au 1.1.2017** | | **Dépassement ou déficit  par rapport à l’objectif** | | **Déséquilibre important constaté?** |
| **AD5-AD14 hors encadrement DGT & SCIC** | **Absolu** | **Déséquilibre important si moins de** | **Absolu** | **Déséquilibre important si moins de** | **Effectifs** | **%** | **Effectifs (en 2017)** | **% de  l’objectif** |
| **Belgique** | 3,1 % | 2,5 % | 63 | 50 | 147 | 7,3 % | 84 | 233 % |  |
| **Bulgarie** | 2,4 % | 1,9 % | 49 | 39 | 75 | 3,7 % | 26 | 154 % |  |
| **République tchèque** | 3,1 % | 2,5 % | 62 | 50 | 80 | 3,9 % | 18 | 129 % |  |
| **Danemark** | 1,8 % | 1,4 % | 36 | 29 | 65 | 3,2 % | 29 | 180 % |  |
| **Allemagne** | 13,8 % | 11,1 % | 280 | 224 | 165 | 8,1 % | -115 | 59 % | OUI |
| **Estonie** | 0,8 % | 0,6 % | 16 | 13 | 67 | 3,3 % | 51 | 410 % |  |
| **Irlande** | 1,6 % | 1,3 % | 33 | 26 | 40 | 2,0 % | 7 | 123 % |  |
| **Grèce** | 3,1 % | 2,5 % | 63 | 50 | 84 | 4,1 % | 21 | 134 % |  |
| **Espagne** | 8,9 % | 7,1 % | 181 | 145 | 124 | 6,1 % | -57 | 69 % | OUI |
| **France** | 11,6 % | 9,3 % | 235 | 188 | 98 | 4,8 % | -137 | 42 % | OUI |
| **Croatie** | 1,6 % | 1,3 % | 32 | 26 | 59 | 2,9 % | 27 | 184 % |  |
| **Italie** | 11,2 % | 8,9 % | 226 | 181 | 129 | 6,4 % | -97 | 57 % | OUI |
| **Chypre** | 0,8 % | 0,6 % | 16 | 13 | 4 | 0,2 % | -12 | 26 % | OUI |
| **Lettonie** | 1,0 % | 0,8 % | 19 | 15 | 70 | 3,5 % | 51 | 362 % |  |
| **Lituanie** | 1,5 % | 1,2 % | 30 | 24 | 71 | 3,5 % | 41 | 236 % |  |
| **Luxembourg** | 0,8 % | 0,6 % | 15 | 12 | 3 | 0,1 % | -12 | 20 % | OUI |
| **Hongrie** | 3,0 % | 2,4 % | 61 | 49 | 74 | 3,7 % | 13 | 121 % |  |
| **Malte** | 0,6 % | 0,5 % | 13 | 10 | 58 | 2,9 % | 45 | 450 % |  |
| **Pays-Bas** | 3,9 % | 3,1 % | 79 | 63 | 41 | 2,0 % | -38 | 52 % | OUI |
| **Autriche** | 2,6 % | 2,0 % | 52 | 42 | 13 | 0,6 % | -39 | 25 % | OUI |
| **Pologne** | 8,2 % | 6,5 % | 165 | 132 | 86 | 4,2 % | -79 | 52 % | OUI |
| **Portugal** | 3,1 % | 2,4 % | 62 | 49 | 89 | 4,4 % | 27 | 144 % |  |
| **Roumanie** | 4,5 % | 3,6 % | 91 | 73 | 80 | 3,9 % | -11 | 88 % |  |
| **Slovénie** | 1,0 % | 0,8 % | 19 | 16 | 72 | 3,6 % | 53 | 370 % |  |
| **Slovaquie** | 1,8 % | 1,4 % | 36 | 29 | 70 | 3,5 % | 34 | 195 % |  |
| **Finlande** | 1,8 % | 1,4 % | 36 | 29 | 94 | 4,6 % | 58 | 262 % |  |
| **Suède** | 2,7 % | 2,2 % | 56 | 45 | 68 | 3,4 % | 12 | 122 % |  |

**Annexe 7 bis: Répartition du personnel AD5-AD8 affecté à d’autres services que la DGT ou le SCIC au 1.1.2017**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Population 2015 & députés PE & voix au Conseil** | **Taux de référence** | | **Objectifs (en effectifs) (en 2017)** | | **Situation réelle au 1.1.2017** | | **Dépassement ou déficit  par rapport à l’objectif** | | **Déséquilibre important constaté?** |
| **AD5-AD8 hors DGT & SCIC** | **Absolu** | **Déséquilibre important si moins de** | **Absolu** | **Déséquilibre important si moins de** | **Effectifs** | **%** | **Effectifs (en 2017)** | **% de  l’objectif** |
| **Belgique** | 3,1 % | 2,5 % | 131 | 105 | 300 | 7,1 % | 169 | 229 % |  |
| **Bulgarie** | 2,4 % | 1,9 % | 102 | 81 | 259 | 6,1 % | 157 | 255 % |  |
| **République tchèque** | 3,1 % | 2,5 % | 129 | 103 | 135 | 3,2 % | 6 | 105 % |  |
| **Danemark** | 1,8 % | 1,4 % | 75 | 60 | 25 | 0,6 % | -50 | 33 % | OUI |
| **Allemagne** | 13,8 % | 11,1 % | 582 | 466 | 354 | 8,4 % | -228 | 61 % | OUI |
| **Estonie** | 0,8 % | 0,6 % | 34 | 27 | 39 | 0,9 % | 5 | 115 % |  |
| **Irlande** | 1,6 % | 1,3 % | 68 | 54 | 28 | 0,7 % | -40 | 41 % | OUI |
| **Grèce** | 3,1 % | 2,5 % | 130 | 104 | 145 | 3,4 % | 15 | 111 % |  |
| **Espagne** | 8,9 % | 7,1 % | 377 | 301 | 318 | 7,5 % | -59 | 84 % |  |
| **France** | 11,6 % | 9,3 % | 490 | 392 | 353 | 8,4 % | -137 | 72 % | OUI |
| **Croatie** | 1,6 % | 1,3 % | 67 | 53 | 93 | 2,2 % | 26 | 140 % |  |
| **Italie** | 11,2 % | 8,9 % | 470 | 376 | 441 | 10,5 % | -29 | 94 % |  |
| **Chypre** | 0,8 % | 0,6 % | 33 | 26 | 34 | 0,8 % | 1 | 105 % |  |
| **Lettonie** | 1,0 % | 0,8 % | 40 | 32 | 48 | 1,1 % | 8 | 119 % |  |
| **Lituanie** | 1,5 % | 1,2 % | 63 | 50 | 77 | 1,8 % | 14 | 123 % |  |
| **Luxembourg** | 0,8 % | 0,6 % | 32 | 25 | 0 | 0,0 % | -32 | 0 % | OUI |
| **Hongrie** | 3,0 % | 2,4 % | 127 | 102 | 218 | 5,2 % | 91 | 172 % |  |
| **Malte** | 0,6 % | 0,5 % | 27 | 21 | 30 | 0,7 % | 3 | 112 % |  |
| **Pays-Bas** | 3,9 % | 3,1 % | 164 | 131 | 82 | 1,9 % | -82 | 50 % | OUI |
| **Autriche** | 2,6 % | 2,0 % | 108 | 86 | 65 | 1,5 % | -43 | 60 % | OUI |
| **Pologne** | 8,2 % | 6,5 % | 344 | 275 | 462 | 11,0 % | 118 | 134 % |  |
| **Portugal** | 3,1 % | 2,4 % | 129 | 103 | 61 | 1,4 % | -68 | 47 % | OUI |
| **Roumanie** | 4,5 % | 3,6 % | 190 | 152 | 453 | 10,7 % | 263 | 238 % |  |
| **Slovénie** | 1,0 % | 0,8 % | 41 | 32 | 50 | 1,2 % | 9 | 123 % |  |
| **Slovaquie** | 1,8 % | 1,4 % | 75 | 60 | 80 | 1,9 % | 5 | 107 % |  |
| **Finlande** | 1,8 % | 1,4 % | 75 | 60 | 30 | 0,7 % | -45 | 40 % | OUI |
| **Suède** | 2,7 % | 2,2 % | 116 | 93 | 36 | 0,9 % | -80 | 31 % | OUI |

**Annexe 7 ter: Répartition du personnel AD9-AD12 hors encadrement affecté à d’autres services que la DGT ou le SCIC au 1.1.2017**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Population 2015 & députés PE & voix au Conseil** | **Taux de référence** | | **Objectifs (en effectifs) (en 2017)** | | **Situation réelle au 1.1.2017** | | **Dépassement ou déficit  par rapport à l’objectif** | | **Déséquilibre important constaté?** |
| **Hors encadrement AD9-AD12 hors DGT & SCIC** | **Absolu** | **Déséquilibre important si moins de** | **Absolu** | **Déséquilibre important si moins de** | **Effectifs** | **%** | **Effectifs (en 2017)** | **% de  l’objectif** |
| **Belgique** | 3,1 % | 2,5 % | 123 | 98 | 571 | 14,4 % | 448 | 464 % |  |
| **Bulgarie** | 2,4 % | 1,9 % | 95 | 76 | 8 | 0,2 % | -87 | 8 % | OUI |
| **République tchèque** | 3,1 % | 2,5 % | 121 | 97 | 68 | 1,7 % | -53 | 56 % | OUI |
| **Danemark** | 1,8 % | 1,4 % | 71 | 56 | 71 | 1,8 % | 0 | 101 % |  |
| **Allemagne** | 13,8 % | 11,1 % | 546 | 437 | 503 | 12,7 % | -43 | 92 % |  |
| **Estonie** | 0,8 % | 0,6 % | 32 | 25 | 22 | 0,6 % | -10 | 69 % | OUI |
| **Irlande** | 1,6 % | 1,3 % | 64 | 51 | 74 | 1,9 % | 10 | 116 % |  |
| **Grèce** | 3,1 % | 2,5 % | 122 | 98 | 164 | 4,1 % | 42 | 134 % |  |
| **Espagne** | 8,9 % | 7,1 % | 353 | 282 | 376 | 9,5 % | 23 | 107 % |  |
| **France** | 11,6 % | 9,3 % | 459 | 367 | 505 | 12,8 % | 46 | 110 % |  |
| **Croatie** | 1,6 % | 1,3 % | 62 | 50 | 3 | 0,1 % | -59 | 5 % | OUI |
| **Italie** | 11,2 % | 8,9 % | 441 | 353 | 481 | 12,2 % | 40 | 109 % |  |
| **Chypre** | 0,8 % | 0,6 % | 30 | 24 | 21 | 0,5 % | -9 | 69 % | OUI |
| **Lettonie** | 1,0 % | 0,8 % | 38 | 30 | 21 | 0,5 % | -17 | 56 % | OUI |
| **Lituanie** | 1,5 % | 1,2 % | 59 | 47 | 41 | 1,0 % | -18 | 70 % | OUI |
| **Luxembourg** | 0,8 % | 0,6 % | 30 | 24 | 20 | 0,5 % | -10 | 67 % | OUI |
| **Hongrie** | 3,0 % | 2,4 % | 119 | 95 | 82 | 2,1 % | -37 | 69 % | OUI |
| **Malte** | 0,6 % | 0,5 % | 25 | 20 | 17 | 0,4 % | -8 | 68 % | OUI |
| **Pays-Bas** | 3,9 % | 3,1 % | 154 | 123 | 160 | 4,0 % | 6 | 104 % |  |
| **Autriche** | 2,6 % | 2,0 % | 101 | 81 | 121 | 3,1 % | 20 | 120 % |  |
| **Pologne** | 8,2 % | 6,5 % | 322 | 258 | 162 | 4,1 % | -160 | 50 % | OUI |
| **Portugal** | 3,1 % | 2,4 % | 121 | 96 | 107 | 2,7 % | -14 | 89 % |  |
| **Roumanie** | 4,5 % | 3,6 % | 178 | 143 | 23 | 0,6 % | -155 | 13 % | OUI |
| **Slovénie** | 1,0 % | 0,8 % | 38 | 30 | 29 | 0,7 % | -9 | 76 % | OUI |
| **Slovaquie** | 1,8 % | 1,4 % | 70 | 56 | 36 | 0,9 % | -34 | 51 % | OUI |
| **Finlande** | 1,8 % | 1,4 % | 70 | 56 | 129 | 3,3 % | 59 | 184 % |  |
| **Suède** | 2,7 % | 2,2 % | 109 | 87 | 137 | 3,5 % | 28 | 126 % |  |

**Annexe 7 quater: Personnel britannique AD hors encadrement au 1.1.2017**

**Répartition par grade**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ressortissants britanniques affectés à  des tâches hors encadrement...** | **AD5-AD8** | **AD9-AD12** | **AD13-AD14** | **Total** |
| **... hors DGT & SCIC** | 81 | 170 | 110 | 361 |
| **... à la DGT & au SCIC** | 50 | 56 | 41 | 147 |
| **Total** | 131 | 226 | 151 | 508 |

**Répartition par âge**

**Annexe 7 quinquies : Doubles nationalités détenues par les fonctionnaires et agents temporaires de la Commission au 1.1.2018**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | |  | **Seconde nationalité** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |  |
|  | |  | **AT** | **BE** | **BG** | **CY** | **CZ** | **DE** | **DK** | **ES** | **EE** | **FI** | **FR** | **UK** | **EL** | **HR** | **HU** | **IE** | **IT** | **LT** | **LU** | **LV** | **MT** | **NL** | **PL** | **PT** | **RO** | **SK** | **SI** | **SE** | **Total** |
| **Première nationalité** | **AT** | |  | 1 |  |  |  | 3 |  |  |  |  | 2 |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **7** |
| **BE** | | 2 |  | 2 |  | 2 | 4 |  | 7 | 1 |  | 26 | 15 | 12 | 2 | 2 | 3 | 13 |  | 5 |  |  | 2 | 6 | 3 | 4 | 1 | 1 | 1 | **114** |
| **BG** | | 1 | 17 |  |  |  | 6 |  | 1 |  |  | 14 | 3 |  |  | 1 |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 2 | **46** |
| **CY** | |  | 3 |  |  |  | 1 |  |  |  |  | 4 | 6 | 9 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  | **24** |
| **CZ** | |  | 1 |  |  |  | 3 |  | 1 |  |  | 3 |  |  |  |  |  | 5 |  |  |  |  | 1 |  |  |  | 1 |  |  | **15** |
| **DE** | | 2 | 7 |  |  | 1 |  |  | 4 |  |  | 12 | 12 | 4 | 1 | 2 | 1 | 2 |  | 1 |  |  | 2 | 3 | 1 | 1 | 2 |  | 1 | **59** |
| **DK** | |  | 3 |  |  |  |  |  |  |  |  | 4 |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  |  |  | **9** |
| **ES** | |  | 7 |  |  |  | 3 |  |  |  |  | 16 | 5 |  |  |  | 1 | 1 |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  |  | **34** |
| **EE** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 1 | **1** |
| **FI** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **1** |
| **FR** | | 2 | 28 | 1 |  | 1 | 14 |  | 8 |  | 2 |  | 31 | 2 |  |  |  | 14 | 2 |  |  |  | 7 | 7 | 3 | 5 |  |  | 1 | **128** |
| **UK** | |  | 12 |  | 3 |  | 4 | 1 |  |  |  | 25 |  | 4 | 1 | 1 | 27 | 7 |  | 15 | 1 |  | 4 |  | 2 |  |  |  | 4 | **111** |
| **EL** | | 2 | 20 |  | 3 |  | 3 |  |  |  |  | 11 | 4 |  |  |  |  | 2 |  | 1 |  |  | 1 |  |  |  |  |  | 1 | **48** |
| **HR** | |  | 2 |  |  |  | 2 |  |  |  |  | 3 |  |  |  | 1 |  | 4 |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  |  | 1 | **14** |
| **HU** | | 1 | 5 |  |  |  | 7 |  |  |  |  | 13 | 1 |  |  |  |  | 2 |  | 1 |  |  |  |  |  | 4 |  |  |  | **34** |
| **IE** | |  | 4 |  |  |  | 1 |  |  |  |  | 2 | 57 | 1 |  | 1 |  | 1 |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  |  | **68** |
| **IT** | | 1 | 13 |  |  | 1 | 10 |  |  |  | 1 | 13 | 17 | 1 | 3 |  | 1 |  |  | 1 |  |  | 1 | 2 |  |  |  | 2 |  | **67** |
| **LT** | |  | 1 |  |  |  | 1 | 1 |  |  |  | 1 | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **5** |
| **LU** | |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  | 2 | 2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  | **6** |
| **LV** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **1** |
| **MT** | |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **2** |
| **NL** | |  | 2 |  |  |  |  |  | 1 |  |  |  | 5 |  | 1 |  |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **10** |
| **PL** | |  | 22 |  |  |  | 9 | 1 | 2 |  |  | 22 | 4 |  |  | 1 |  | 4 |  | 1 |  |  | 2 |  | 1 |  |  |  | 2 | **71** |
| **PT** | |  | 8 |  |  |  | 1 |  | 1 |  |  | 2 | 1 |  |  |  |  | 2 |  |  |  |  | 1 | 1 |  |  |  |  |  | **17** |
| **RO** | |  | 56 |  |  |  | 6 |  |  |  |  | 20 | 2 | 1 |  | 8 |  | 6 |  | 3 |  |  | 2 |  | 2 |  | 1 |  | 1 | **108** |
| **SK** | |  | 5 |  |  | 4 | 3 |  |  |  |  | 4 | 2 |  |  | 2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **20** |
| **SI** | |  | 1 | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 1 | 1 |  |  | 3 |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **8** |
| **SE** | |  |  |  |  |  | 2 |  |  |  |  | 3 | 3 | 1 | 1 |  |  | 2 |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **13** |
|  | **Total** | | **11** | **220** | **4** | **6** | **9** | **83** | **3** | **25** | **1** | **3** | **203** | **173** | **36** | **10** | **19** | **33** | **72** | **2** | **30** | **1** | **0** | **25** | **21** | **13** | **15** | **5** | **3** | **15** | **1041** |

**Annexe 8 bis: Statistiques des concours EPSO AD5 (à l’exclusion des linguistes) sur la période 2010 à mi-2017**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Concours EPSO AD5 de 2010 à mi-2017** | **Candidatures cumulées** | **Lauréats cumulés** | **Population (millions)** | **Taux de référence** | **Répartition des lauréats** | **Dépassement ou déficit par rapport au taux de référence** | **Lauréats en % du taux de référence** | **Déséquilibre important sur les listes EPSO\*?** | **Participants /Mio hab** | **Taux de réussite** |
| **Belgique** | 19 795 | 171 | 11,2 | 3,1 % | 11,1 % | 8,0 % | 357 % |  | 1 766 | 0,9 % |
| **Bulgarie** | 11 275 | 38 | 7,2 | 2,4 % | 2,5 % | 0,1 % | 103 % |  | 1 565 | 0,3 % |
| **République tchèque** | 3 452 | 15 | 10,5 | 3,1 % | 1,0 % | -2,1 % | 32 % | OUI | 328 | 0,4 % |
| **Danemark** | 1 966 | 10 | 5,7 | 1,8 % | 0,7 % | -1,1 % | 36 % | OUI | 347 | 0,5 % |
| **Allemagne** | 17 583 | 205 | 81,2 | 13,8 % | 13,3 % | -0,5 % | 97 % |  | 217 | 1,2 % |
| **Estonie** | 1 789 | 2 | 1,3 | 0,8 % | 0,1 % | -0,7 % | 16 % | OUI | 1 362 | 0,1 % |
| **Irlande** | 2 028 | 11 | 4,6 | 1,6 % | 0,7 % | -0,9 % | 44 % | OUI | 438 | 0,5 % |
| **Grèce** | 18 787 | 49 | 10,9 | 3,1 % | 3,2 % | 0,1 % | 103 % |  | 1 730 | 0,3 % |
| **Espagne** | 27 569 | 177 | 46,4 | 8,9 % | 11,5 % | 2,6 % | 129 % |  | 594 | 0,6 % |
| **France** | 19 208 | 163 | 66,4 | 11,6 % | 10,6 % | -1,0 % | 91 % |  | 289 | 0,8 % |
| **Croatie** | 4 239 | 26 | 4,2 | 1,6 % | 1,7 % | 0,1 % | 109 % |  | 1 003 | 0,6 % |
| **Italie** | 49 325 | 261 | 60,8 | 11,2 % | 17,0 % | 5,8 % | 152 % |  | 811 | 0,5 % |
| **Chypre** | 1 077 | 0 | 0,8 | 0,8 % | 0,0 % | -0,8 % | 0 % | OUI | 1 272 | 0,0 % |
| **Lettonie** | 2 172 | 7 | 2,0 | 1,0 % | 0,5 % | -0,5 % | 48 % | OUI | 1 094 | 0,3 % |
| **Lituanie** | 4 339 | 9 | 2,9 | 1,5 % | 0,6 % | -0,9 % | 39 % | OUI | 1 485 | 0,2 % |
| **Luxembourg** | 526 | 0 | 0,6 | 0,8 % | 0,0 % | -0,8 % | 0 % | OUI | 934 | 0,0 % |
| **Hongrie** | 6 435 | 56 | 9,9 | 3,0 % | 3,6 % | 0,6 % | 121 % |  | 653 | 0,9 % |
| **Malte** | 930 | 5 | 0,4 | 0,6 % | 0,3 % | -0,3 % | 51 % |  | 2 166 | 0,5 % |
| **Pays-Bas** | 4 532 | 71 | 16,9 | 3,9 % | 4,6 % | 0,7 % | 119 % |  | 268 | 1,6 % |
| **Autriche** | 3 779 | 38 | 8,6 | 2,6 % | 2,5 % | -0,1 % | 96 % |  | 441 | 1,0 % |
| **Pologne** | 11 452 | 30 | 38,0 | 8,2 % | 2,0 % | -6,2 % | 24 % | OUI | 301 | 0,3 % |
| **Portugal** | 10 322 | 32 | 10,4 | 3,1 % | 2,1 % | -1,0 % | 68 % |  | 995 | 0,3 % |
| **Roumanie** | 25 933 | 91 | 19,9 | 4,5 % | 5,9 % | 1,4 % | 131 % |  | 1 305 | 0,4 % |
| **Slovénie** | 2 475 | 6 | 2,1 | 1,0 % | 0,4 % | -0,6 % | 41 % | OUI | 1 200 | 0,2 % |
| **Slovaquie** | 4 144 | 17 | 5,4 | 1,8 % | 1,1 % | -0,7 % | 63 % |  | 764 | 0,4 % |
| **Finlande** | 3 208 | 23 | 5,5 | 1,8 % | 1,5 % | -0,3 % | 84 % |  | 586 | 0,7 % |
| **Suède** | 3 132 | 24 | 9,7 | 2,7 % | 1,6 % | -1,2 % | 57 % |  | 321 | 0,8 % |
| **EU27** | **26 1472** | **1 537** | **443,5** | **100,0 %** | **100,0 %** | **0,0 %** | **100 %** |  | **590** | **0,6 %** |

**NB: Les chiffres de la Croatie sont corrigés afin de tenir compte des concours organisés en vue de l’«élargissement» pendant la période.**   **\*: proportion parmi les lauréats inférieure à 50 % des taux de référence.**

**Annexe 8 ter: Statistiques des concours EPSO AD de spécialistes (à l’exclusion des linguistes) sur la période 2010-2016**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Concours spécialisés EPSO AD 2010-16** | **Candidatures cumulées** | **Lauréats cumulés** | **Population (millions)** | **Taux de référence** | **Répartition des lauréats** | **Dépassement ou déficit par rapport au taux de référence** | **Lauréats en % du taux de référence** | **Déséquilibre important sur les listes EPSO\*?** | **Participants** | **Taux de réussite** |
| **/Mio hab** |
| **Belgique** | 4 862 | 122 | 11,2 | 3,1 % | 10,0 % | 6,9 % | 322 % |  | 434 | 2,5 % |
| **Bulgarie** | 2 172 | 21 | 7,2 | 2,4 % | 1,7 % | -0,7 % | 72 % |  | 302 | 1,0 % |
| **République tchèque** | 451 | 8 | 10,5 | 3,1 % | 0,7 % | -2,4 % | 21 % | OUI | 43 | 1,8 % |
| **Danemark** | 219 | 10 | 5,7 | 1,8 % | 0,8 % | -1,0 % | 46 % | OUI | 39 | 4,6 % |
| **Allemagne** | 2 886 | 132 | 81,2 | 13,8 % | 10,9 % | -3,0 % | 79 % |  | 36 | 4,6 % |
| **Estonie** | 313 | 6 | 1,3 | 0,8 % | 0,5 % | -0,3 % | 61 % |  | 238 | 1,9 % |
| **Irlande** | 571 | 11 | 4,6 | 1,6 % | 0,9 % | -0,7 % | 56 % |  | 123 | 1,9 % |
| **Grèce** | 3 955 | 78 | 10,9 | 3,1 % | 6,4 % | 3,3 % | 208 % |  | 364 | 2,0 % |
| **Espagne** | 7 493 | 157 | 46,4 | 8,9 % | 12,9 % | 4,0 % | 145 % |  | 161 | 2,1 % |
| **France** | 5 324 | 106 | 66,4 | 11,6 % | 8,7 % | -2,9 % | 75 % |  | 80 | 2,0 % |
| **Croatie** | 875 | 19 | 4,2 | 1,6 % | 1,6 % | 0,0 % | 100 % |  | 207 | 2,2 % |
| **Italie** | 10420 | 245 | 60,8 | 11,2 % | 20,2 % | 9,0 % | 181 % |  | 171 | 2,4 % |
| **Chypre** | 238 | 3 | 0,8 | 0,8 % | 0,2 % | -0,5 % | 32 % | OUI | 281 | 1,3 % |
| **Lettonie** | 327 | 6 | 2,0 | 1,0 % | 0,5 % | -0,5 % | 52 % |  | 165 | 1,8 % |
| **Lituanie** | 767 | 13 | 2,9 | 1,5 % | 1,1 % | -0,4 % | 72 % |  | 263 | 1,7 % |
| **Luxembourg** | 117 | 3 | 0,6 | 0,8 % | 0,2 % | -0,5 % | 33 % | OUI | 208 | 2,6 % |
| **Hongrie** | 1 019 | 32 | 9,9 | 3,0 % | 2,6 % | -0,4 % | 87 % |  | 103 | 3,1 % |
| **Malte** | 147 | 2 | 0,4 | 0,6 % | 0,2 % | -0,5 % | 26 % | OUI | 342 | 1,4 % |
| **Pays-Bas** | 954 | 35 | 16,9 | 3,9 % | 2,9 % | -1,0 % | 74 % |  | 56 | 3,7 % |
| **Autriche** | 636 | 27 | 8,6 | 2,6 % | 2,2 % | -0,3 % | 87 % |  | 74 | 4,2 % |
| **Pologne** | 2 093 | 44 | 38,0 | 8,2 % | 3,6 % | -4,5 % | 44 % | OUI | 55 | 2,1 % |
| **Portugal** | 2 515 | 34 | 10,4 | 3,1 % | 2,8 % | -0,3 % | 92 % |  | 242 | 1,4 % |
| **Roumanie** | 424 | 47 | 19,9 | 4,5 % | 3,9 % | -0,6 % | 86 % |  | 21 | 11,1 % |
| **Slovénie** | 526 | 11 | 2,1 | 1,0 % | 0,9 % | -0,1 % | 94 % |  | 255 | 2,1 % |
| **Slovaquie** | 744 | 16 | 5,4 | 1,8 % | 1,3 % | -0,5 % | 74 % |  | 137 | 2,2 % |
| **Finlande** | 501 | 12 | 5,5 | 1,8 % | 1,0 % | -0,8 % | 56 % |  | 92 | 2,4 % |
| **Suède** | 476 | 15 | 9,7 | 2,7 % | 1,2 % | -1,5 % | 45 % | OUI | 49 | 3,2 % |
| **EU27** | **51 025** | **1 215** | **443,5** | **100,0 %** | **100,0 %** | **0,0 %** | **100 %** |  | **115** | **2,4 %** |

**NB: Les chiffres de la Croatie sont corrigés afin de tenir compte des concours organisés en vue de l’«élargissement» pendant la période.**  **\*: proportion parmi les lauréats inférieure à 50 % des taux de référence.**

**Annexe 8 quater: Candidatures validées lors du dernier concours AD (en cours)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **EPSO AD/338/17** | **Candidatures** | **Population (millions)** | **Participants /Mn hab\*** | **En % de la moyenne UE** |
|
| **Belgique** | 2 073 | 11,2 | 185 | 274 % |
| **Bulgarie** | 913 | 7,2 | 127 | 188 % |
| **République tchèque** | 264 | 10,5 | 25 | 37 % |
| **Danemark** | 197 | 5,7 | 35 | 52 % |
| **Allemagne** | 1 867 | 81,2 | 23 | 34 % |
| **Estonie** | 152 | 1,3 | 116 | 171 % |
| **Irlande** | 245 | 4,6 | 53 | 78 % |
| **Grèce** | 3 306 | 10,9 | 304 | 451 % |
| **Espagne** | 3 731 | 46,4 | 80 | 119 % |
| **France** | 2 184 | 66,4 | 33 | 49 % |
| **Croatie** | 525 | 4,2 | 124 | 184 % |
| **Italie** | 6 341 | 60,8 | 104 | 155 % |
| **Chypre** | 163 | 0,8 | 192 | 285 % |
| **Lettonie** | 156 | 2,0 | 79 | 116 % |
| **Lituanie** | 370 | 2,9 | 127 | 188 % |
| **Luxembourg** | 71 | 0,6 | 126 | 187 % |
| **Hongrie** | 533 | 9,9 | 54 | 80 % |
| **Malte** | 103 | 0,4 | 240 | 355 % |
| **Pays-Bas** | 1 072 | 16,9 | 63 | 94 % |
| **Autriche** | 507 | 8,6 | 59 | 88 % |
| **Pologne** | 1 025 | 38,0 | 27 | 40 % |
| **Portugal** | 1 028 | 10,4 | 99 | 147 % |
| **Roumanie** | 1 875 | 19,9 | 94 | 140 % |
| **Slovénie** | 248 | 2,1 | 120 | 178 % |
| **Slovaquie** | 297 | 5,4 | 55 | 81 % |
| **Finlande** | 399 | 5,5 | 73 | 108 % |
| **Suède** | 288 | 9,7 | 30 | 44 % |
| **UE** | 29 933 | 443,5 | 67 | 100 % |

**\*: non comparable au tableau de 2010-17, qui englobe plusieurs concours**

**Annexe 9:**  **Résumé des contributions des autres institutions**  NB: Toutes les mentions et formulations correspondent aux déclarations de l’institution concernée.

| **Institution** | **Méthodes et critères d’évaluation de l’équilibre géographique** | **Indicateur(s) de déséquilibre (important)** | **Déséquilibre (important) constaté, par État membre** | **Justification objective du déséquilibre** | **Déséquilibre futur attendu** | **Mesure appropriée prise/envisagée au titre de l’art.27** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Parlement européen** | Le Parlement européen n’a pas encore tenu de débat ni de discussion sur la question. Le contenu des colonnes à droite repose donc sur les hypothèses suivantes:   * L’équilibre géographique pourrait être évalué de manière globale (tous groupes de fonctions confondus). * La part de chaque groupe national au sein du Secrétariat du PE pourrait être comparée à la part de chaque État membre dans la population totale de l’UE. | | Sous-représentés: UK et, dans une moindre mesure, DE  Surreprésentés: BE, EE, FI, HR, LT, LU, LV, MT, SL et SK | Tous les déséquilibres sont objectivement justifiés par   * UK, DE : l’attrait limité des institutions de l’UE et/ou d’une carrière en leur sein; le nombre de lauréats sur des listes de réserve EPSO * BE, LU : l’effet du lieu de travail et des allers-retours transfrontaliers * EE, FI, HR, LT, LV, MT, SL et SK: les services linguistiques (traduction, interprétation, juristes-linguistes) offerts dans toutes les langues officielles; la masse critique minimale de personnel linguistique nécessaire a davantage d’impact sur les petits États membres. | NON | NON/NON |
| **SG Conseil** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonctions confondus).  Valeur de référence: la moyenne entre les parts de l’État membre concerné dans   * la population de l’UE * les députés du PE * les voix au sein du Conseil avant les règles de Lisbonne | Il y a déséquilibre lorsque la part réelle de ressortissants s’écarte de la valeur de référence de +/-20%.  Il y a déséquilibre important lorsque la part d’une nationalité déterminée est inférieure à 40% ou supérieure à 400% de cette valeur. | Largement sous-représentés: CY, DE et UK  Largement surreprésentée: BE | Tous les déséquilibres sont objectivement justifiés par  CY, DE et UK: le faible nombre de lauréats sur des listes de réserve EPSO  BE: l’effet du siège  Le poids relativement élevé des services linguistiques influe aussi sur l’équilibre. | Très difficile à prévoir en raison du haut degré d’incertitude | NON/NON |
| **Cour de justice** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonctions confondus).  Valeur de référence: la part de la population de l’État membre concerné dans la population de l’UE | Il y a déséquilibre en cas de sous-représentation ou surreprésentation manifeste.  Il n’existe pas de définition du déséquilibre important. | Sous-représenté: UK  Surreprésentées: FR, BE | Tous les déséquilibres sont objectivement justifiés par   * FR, BE: le fait que la Cour travaille en français (atténué par un programme étoffé de cours de langues). * UK: la difficulté de recruter des ressortissants du Royaume-Uni. | NON | NON/NON (également dans la perspective du Brexit) |
| **Cour des comptes** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonctions confondus).  Valeur de référence: la part de la population de l’État membre concerné dans la population de l’UE | Il y a déséquilibre lorsque la part réelle de ressortissants s’écarte de la valeur de référence de +/-20%.  Il y a déséquilibre important lorsque cet écart dépasse +/- 50 %. | Sous-représenté: UK  Surreprésentés: BE, PT | Tous les déséquilibres sont objectivement justifiés par  les particularités du Luxembourg liées à sa taille, son attractivité, le grand nombre de travailleurs frontaliers et de résidents d’origine portugaise. | NON, sauf peut-être dans le groupe de fonctions AST-SC | NON/NON |
| **Service européen pour l’action extérieure** | L’équilibre géographique est évalué au niveau des groupes de fonctions, surtout les AD.  Valeur de référence: la part de la population de l’État membre concerné dans la population de l’UE | Il y a déséquilibre important lorsque les ressortissants d’un État membre sont totalement absents (ou largement sous-représentés). | Aucun déséquilibre constaté | s.o. | NON | NON/NON |
| **Comité économique et social européen** | En l’absence d’une définition officielle, le CESE n’évalue pas l’équilibre géographique en appliquant une méthode particulière. | L’absence de ressortissants d’un ou plusieurs États membres pourrait être l’indice d’un déséquilibre. | Sous-représentée: CY *NB: Le CESE a toutefois été en mesure de recruter un ressortissant après la date limite.*  Nombre élevé de ressortissants de BE, IT, EE, LV, SL, etc. | Tous les déséquilibres sont objectivement justifiés par  le faible nombre de ressortissants de CY sur les listes EPSO; le faible nombre de postes à pourvoir, du fait de la réduction des effectifs; l’effet du siège, et  d’autres raisons historiques (IT)  Le poids relatif des services linguistiques influe aussi sur l’équilibre. | NON, sauf peut-être dans le groupe de fonctions AST-SC | NON/NON |
| **Comité des régions** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonction confondus).  Valeur de référence: la moyenne entre les parts de l’État membre concerné dans   * la population de l’UE * les députés du PE * les voix au sein du Conseil avant les règles de Lisbonne | Il y a déséquilibre lorsque la part réelle de ressortissants est inférieure à 50% ou supérieure à 200% de la valeur de référence.  Il y a déséquilibre important lorsque la part s’écarte sensiblement de cette fourchette. | Largement sous-représentés: LU et UK  Largement surreprésentée: BE | Tous les déséquilibres sont objectivement justifiés par  la taille de l’institution  l’effet du siège  l’attrait limité des institutions de l’UE pour les ressortissants de certains États membres  la petite taille de certains États membres  Eu égard à la taille réduite du CdR, la prudence est de mise dans l’interprétation des chiffres. | NON. Toutefois, le BREXIT ou une dégradation des conditions pourrait avoir une influence. | NON/NON |
| **Médiateur européen** | Eu égard à sa taille, l'institution n’a jamais établi de définition de l’équilibre et du déséquilibre géographiques.  La présence de ressortissants de tous les États membres, pondérée avec la taille de la population, pourrait constituer un indicateur. | Il y a déséquilibre en cas de sous-représentation ou surreprésentation sans justification objective. | Largement surreprésentée: FR, dans le groupe de fonctions AST | Tous les déséquilibres sont objectivement justifiés par   * l’effet du siège en France, * les difficultés de recrutement à Strasbourg * des raisons historiques (nombre élevé de postes temporaires) | NON | NON/NON |
| **Contrôleur européen de la protection des données** | Le CEPD est une institution de taille réduite, spécialisée dans un domaine très particulier. Les recrutements se font donc sur des profils très spécifiques et sur les listes de réserve EPSO en matière de protection des données ainsi qu’en puisant dans le réservoir restreint de candidats. L’équilibre de la représentation est une question qui n’a pas été prise en considération jusqu’à présent, eu égard à la spécificité des profils et à la difficulté à recruter. | s.o. | NON | s.o. | NON | NON/NON |

**Annexe 10: Répartition du personnel AD par nationalité dans les institutions de l’UE (effectifs)**

**Fonctionnaires et agents temporaires AD, situation au 1.1.2017**  **Source: contribution des institutions**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fonctionnaires et agents temporaires AD** | **PE** | **SG Conseil** | **CJUE** | **CdC** | **SEAE** | **CESE** | **CdR** | **Médiateur** | **CEPD** | **Total** |
| **Belgique** | 182 | 116 | 108 | 42 | 72 | 30 | 16 | 0 | 6 | 572 |
| **Bulgarie** | 75 | 41 | 33 | 22 | 9 | 8 | 12 | 0 | 0 | 200 |
| **République tchèque** | 69 | 44 | 34 | 21 | 19 | 8 | 12 | 2 | 1 | 210 |
| **Danemark** | 60 | 44 | 35 | 8 | 32 | 14 | 3 | 2 | 1 | 199 |
| **Allemagne** | 218 | 91 | 69 | 46 | 87 | 26 | 26 | 5 | 3 | 571 |
| **Estonie** | 55 | 41 | 30 | 10 | 22 | 8 | 5 | 0 | 0 | 171 |
| **Irlande** | 27 | 28 | 14 | 9 | 26 | 3 | 5 | 6 | 0 | 118 |
| **Grèce** | 100 | 50 | 47 | 29 | 37 | 17 | 10 | 3 | 0 | 293 |
| **Espagne** | 175 | 86 | 70 | 44 | 77 | 20 | 12 | 2 | 4 | 490 |
| **France** | 217 | 92 | 185 | 52 | 100 | 18 | 19 | 5 | 4 | 692 |
| **Croatie** | 68 | 31 | 29 | 7 | 9 | 6 | 7 | 0 | 0 | 157 |
| **Italie** | 201 | 77 | 78 | 40 | 105 | 30 | 24 | 0 | 4 | 559 |
| **Chypre** | 6 | 2 | 2 | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 16 |
| **Lettonie** | 55 | 35 | 32 | 10 | 7 | 5 | 11 | 0 | 0 | 155 |
| **Lituanie** | 56 | 38 | 33 | 12 | 19 | 9 | 9 | 0 | 0 | 176 |
| **Luxembourg** | 13 | 6 | 9 | 3 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 36 |
| **Hongrie** | 89 | 42 | 39 | 23 | 16 | 10 | 8 | 1 | 1 | 229 |
| **Malte** | 45 | 32 | 24 | 8 | 10 | 5 | 4 | 1 | 0 | 129 |
| **Pays-Bas** | 63 | 32 | 22 | 14 | 32 | 10 | 6 | 1 | 1 | 181 |
| **Autriche** | 32 | 18 | 13 | 10 | 24 | 9 | 2 | 2 | 0 | 110 |
| **Pologne** | 111 | 61 | 43 | 43 | 39 | 11 | 20 | 2 | 2 | 332 |
| **Portugal** | 84 | 62 | 38 | 32 | 31 | 10 | 7 | 1 | 0 | 265 |
| **Roumanie** | 97 | 57 | 37 | 33 | 24 | 15 | 14 | 1 | 1 | 279 |
| **Slovénie** | 58 | 40 | 32 | 9 | 13 | 4 | 10 | 0 | 1 | 167 |
| **Slovaquie** | 64 | 37 | 32 | 11 | 5 | 7 | 12 | 0 | 0 | 168 |
| **Finlande** | 91 | 58 | 31 | 18 | 19 | 11 | 10 | 1 | 0 | 239 |
| **Suède** | 70 | 40 | 36 | 11 | 34 | 8 | 8 | 1 | 1 | 209 |
| **Royaume-Uni** | 118 | 50 | 50 | 27 | 72 | 15 | 10 | 1 | 0 | 343 |
| **Total** | **2 499** | **1 351** | **1 205** | **596** | **947** | **318** | **282** | **37** | **31** | **7 266** |

**Annexe 11: Répartition du personnel AD par nationalité dans les institutions de l’UE (pourcentage du personnel AD)**

**Fonctionnaires et agents temporaires AD, situation au 1.1.2017 - Répartition**   **Source: contribution des institutions**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fonctionnaires et agents temporaires AD** | **PE** | **SG Conseil** | **CJUE** | **CdC** | **SEAE** | **CESE** | **CdR** | **Médiateur** | **CEPD** | **Total** |
| **Belgique** | 7 % | 9 % | 9 % | 7 % | 8 % | 9 % | 6 % | 0 % | 19 % | 8 % |
| **Bulgarie** | 3 % | 3 % | 3 % | 4 % | 1 % | 3 % | 4 % | 0 % | 0 % | 3 % |
| **République tchèque** | 3 % | 3 % | 3 % | 4 % | 2 % | 3 % | 4 % | 5 % | 3 % | 3 % |
| **Danemark** | 2 % | 3 % | 3 % | 1 % | 3 % | 4 % | 1 % | 5 % | 3 % | 3 % |
| **Allemagne** | 9 % | 7 % | 6 % | 8 % | 9 % | 8 % | 9 % | 14 % | 10 % | 8 % |
| **Estonie** | 2 % | 3 % | 2 % | 2 % | 2 % | 3 % | 2 % | 0 % | 0 % | 2 % |
| **Irlande** | 1 % | 2 % | 1 % | 2 % | 3 % | 1 % | 2 % | 16 % | 0 % | 2 % |
| **Grèce** | 4 % | 4 % | 4 % | 5 % | 4 % | 5 % | 4 % | 8 % | 0 % | 4 % |
| **Espagne** | 7 % | 6 % | 6 % | 7 % | 8 % | 6 % | 4 % | 5 % | 13 % | 7 % |
| **France** | 9 % | 7 % | 15 % | 9 % | 11 % | 6 % | 7 % | 14 % | 13 % | 10 % |
| **Croatie** | 3 % | 2 % | 2 % | 1 % | 1 % | 2 % | 2 % | 0 % | 0 % | 2 % |
| **Italie** | 8 % | 6 % | 6 % | 7 % | 11 % | 9 % | 9 % | 0 % | 13 % | 8 % |
| **Chypre** | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 3 % | 0 % |
| **Lettonie** | 2 % | 3 % | 3 % | 2 % | 1 % | 2 % | 4 % | 0 % | 0 % | 2 % |
| **Lituanie** | 2 % | 3 % | 3 % | 2 % | 2 % | 3 % | 3 % | 0 % | 0 % | 2 % |
| **Luxembourg** | 1 % | 0 % | 1 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % |
| **Hongrie** | 4 % | 3 % | 3 % | 4 % | 2 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % |
| **Malte** | 2 % | 2 % | 2 % | 1 % | 1 % | 2 % | 1 % | 3 % | 0 % | 2 % |
| **Pays-Bas** | 3 % | 2 % | 2 % | 2 % | 3 % | 3 % | 2 % | 3 % | 3 % | 2 % |
| **Autriche** | 1 % | 1 % | 1 % | 2 % | 3 % | 3 % | 1 % | 5 % | 0 % | 2 % |
| **Pologne** | 4 % | 5 % | 4 % | 7 % | 4 % | 3 % | 7 % | 5 % | 6 % | 5 % |
| **Portugal** | 3 % | 5 % | 3 % | 5 % | 3 % | 3 % | 2 % | 3 % | 0 % | 4 % |
| **Roumanie** | 4 % | 4 % | 3 % | 6 % | 3 % | 5 % | 5 % | 3 % | 3 % | 4 % |
| **Slovénie** | 2 % | 3 % | 3 % | 2 % | 1 % | 1 % | 4 % | 0 % | 3 % | 2 % |
| **Slovaquie** | 3 % | 3 % | 3 % | 2 % | 1 % | 2 % | 4 % | 0 % | 0 % | 2 % |
| **Finlande** | 4 % | 4 % | 3 % | 3 % | 2 % | 3 % | 4 % | 3 % | 0 % | 3 % |
| **Suède** | 3 % | 3 % | 3 % | 2 % | 4 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % |
| **Royaume-Uni** | 5 % | 4 % | 4 % | 5 % | 8 % | 5 % | 4 % | 3 % | 0 % | 5 % |
| **Total** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100%** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** |

**Annexe 12: Résumé des contributions des agences** NB: Toutes les mentions et formulations correspondent aux déclarations de l’agence concernée.

| **AGENCE** | **Méthodes et critères d’évaluation de l’équilibre géographique** | **Indicateur(s) de déséquilibre (important)** | **Déséquilibre (important) constaté, par État membre** | **Justification objective du déséquilibre** | **Déséquilibre futur attendu** | **Mesure appropriée prise/envisagée au titre de l’art.27** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ACER** | L’équilibre géographique est apprécié au vu de la représentation de chaque nationalité dans le personnel | Il y a déséquilibre lorsque moins de 50% des États membres sont représentés parmi le personnel ou si le personnel d’une nationalité représente plus de 50 % du personnel total | Non | Sans objet | Non, mais le coefficient correcteur pose problème | NON/NON |
| **CEDEFOP** | L’équilibre géographique est apprécié au vu de la représentation de chaque nationalité dans le personnel | Il y a déséquilibre important lorsqu’une nationalité dépasse 40 % du tableau des effectifs | Non | Sans objet | Non | NON/NON |
| **CEPOL** | Le CEPOL n’a pas établi de définition de la «représentation équilibrée» de chaque nationalité parmi son personnel. L’équilibre géographique est inclus dans les rapports internes mensuels ainsi que dans les comptes annuels. | Le CEPOL considérerait qu’il y a «déséquilibre important» si une nationalité constituait plus de 50% de l’effectif total (AT, AC & END). | Pendant la période 2014 – 2016, à la suite du déménagement de l’agence du Royaume-Uni vers la Hongrie, une augmentation du nombre de ressortissants hongrois a été constatée. Le niveau de «déséquilibre important» n’est toutefois pas encore atteint. | Sans objet | Oui (sur la base des tendances actuelles) | Non/à l’étude |
| **OCVV** | Aucune méthode n’a été fixée.  Personnel administratif général exclu du champ d’examen | Il y a déséquilibre lorsque plus de 2 cadres ou plus de 40% du personnel AD ont la même nationalité. | Non | Sans objet | Non | NON/NON |
| **AESA** | L’équilibre géographique est surveillé et comparé à la population des États membres. | Sans objet | Non, compte tenu de la situation particulière de l’agence (voir la justification) | La répartition du personnel est cohérente avec l’approche de l’agence en matière de répartition des experts de l’aviation entre les EM. | Non | NON/NON |
| **CEPCM** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonctions confondus).  Valeur de référence: Tous les EM devraient être représentés  Une seconde évaluation est réalisée par rapport à la population et au nombre de sièges au Parlement européen | Il y a déséquilibre important lorsqu’un grand nombre d’États membres ne sont pas représentés ou sont largement sous-représentés ou surreprésentés. | La Suède est surreprésentée | Effet du siège | Non | NON/NON |
| **AEAPP** | Nombre de nationalités représentées | Il y aurait déséquilibre important si l’agence n’était pas en mesure d’attirer du personnel de diverses nationalités | Non | L’AEAPP a repris le personnel du CECAPP  Effet du siège | Non | NON/NON |
| **AEE** | Les États membres les plus grands et les plus anciens ont logiquement une représentation plus large | Il y a déséquilibre lorsque la part des ressortissants des grands/anciens EM diminue | Non | Sans objet | Non | NON/NON |
| **EFSA** | Pas de méthode ni de critères établis. Toute méthode (si adoptée) devrait prendre en compte des éléments tels que l’effet du siège ou les conséquences d’une décentralisation des activités | Sans objet | Une nationalité représente 40 % du personnel | Sans objet | Non | NON/NON (mesures sociales envisagées) |
| **EMA** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonctions confondus, personnel temporaire et contractuel). Valeur de référence: la part de la population de l’État membre concerné dans la population de l’UE/EEE | Il y a déséquilibre lorsque la part réelle de ressortissants s’écarte de la valeur de référence de plus de +100 % ou de -50 %. | Sous-représentés: NL, DE, LU (et Norvège)  Surreprésentés: EE, GR, IE, LV, LT, PT et SK | La classification des emplois à l’EMA (inférieure par rapport aux autres agences) diminue l’attractivité de l’agence pour certaines nationalités. Un suivi de la cartographie de l’emploi pourrait améliorer la situation. | Va déménager | NON/NON |
| **OEDT** | Tous les États membres devraient être représentés | Il y a déséquilibre important lorsque le personnel d’une nationalité représente plus de 30 % du personnel | Non | Sans objet | Non | NON/NON |
| **AESM** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonction confondus).  Valeur de référence: la part de la population de l’État membre concerné dans la population de l’UE | Il y a déséquilibre important lorsque la part réelle de ressortissants s’écarte de la valeur de référence de plus de +100 % ou de -50 %. | Largement sous-représentés: FR, IT, UK  Largement surreprésentés: PT, GR, BE | Coefficient correcteur en diminution constante  Difficulté de trouver un emploi pour les conjoints | Oui | NON/OUI: mesures sociales) |
| **ENISA** | L’équilibre géographique est surveillé et comparé à la population des États membres. | Il y a déséquilibre lorsque le personnel d’une nationalité déterminée représente plus de 50 % du personnel total. | NON | Sans objet, mais du fait de la crise économique grecque et de la diminution/du niveau bas du coefficient correcteur, une majorité de candidats est originaire de l’État membre | Non | NON/NON |
| **ETF** | Comptage du nombre de nationalités représentées | Il y a déséquilibre lorsque moins de 60% des nationalités sont représentées  Il y a déséquilibre important lorsqu’une nationalité représente plus de 40 % du personnel total | Non | Sans objet | Non | NON/NON |
| **OUEPI** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonctions confondus).  Tous les États membres devraient être représentés | Il y a déséquilibre lorsqu’un État membre est surreprésenté par rapport aux autres, compte étant toutefois tenu de sa taille. | L’Espagne est surreprésentée | Effet du siège | Non | NON/NON |
| **EU-Lisa** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonctions confondus).  Valeur de référence: la part de la population de l’État membre concerné dans la population de l’UE | Non défini dans la réponse | Sous-représentés: DE, UK, SWE, DK, MT, SL  Pas de large sous-représentation | Effet du siège: la présence de maximum 30% de personnel ayant la nationalité du pays du siège est tolérable  Éloignement du siège central  Faible coefficient correcteur  Difficulté de trouver un emploi pour les conjoints |  |  |
| **Eurofound** | Nombre d’EM représentés | Non défini | Non | Sans objet | Non | NON/NON |
| **Eurojust** | Sans objet | Sans objet | Pas de déséquilibre constaté mais le groupe NL est le plus nombreux | Effet du siège | Non | NON/NON |
| **Frontex** | L’équilibre géographique est évalué de manière globale (tous groupes de fonctions confondus).  Valeur de référence: Un mélange entre «répartition égale» (tous les États membres ayant un même poids) et part de la population de l’État membre concerné dans la population de l’UE | Il y a déséquilibre important si   * une nationalité n’est pas représentée au sein du personnel * la part réelle de ressortissants s’écarte de la valeur de référence de plus de +/-50 %. | Oui (sous-représentation et surreprésentation) | Aucune justification objective.  Toutefois, le faible coefficient correcteur applicable à la Pologne rend l’agence moins attrayante. | Oui (lié au coefficient correcteur) | NON/NON (initiative de la Commission attendue) |

**Annexe 13: Répartition du personnel AD par nationalité dans les agences décentralisées de l’UE (effectifs)**

**Fonctionnaires et agents temporaires, situation au 1.1.2017 (citoyens de l’UE uniquement)**   **Source: contributions des agences**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fonctionnaires et agents temporaires AD** | **ACER** | **CEDEFOP** | **CEPOL** | **OCVV** | **CEPCM** | **AESA** | **AEE** | **AEAPP** | **EFSA** | **EMA** | **OEDT** | **AESM (\*\*)** | **ENISA** | **ETF** | **OUEPI** | **EU-Lisa** | **Eurofound** | **Eurojust (\*)** | **Frontex** | **Total** |
| **Belgique** | 3 | 7 | 1 | 0 | 6 | 18 | 4 | 4 | 23 | 15 | 4 | 5 | 1 | 4 | 13 | 4 | 3 | 5 | 4 | **124** |
| **Bulgarie** | 2 | 1 | 0 | 0 | 5 | 6 | 0 | 4 | 0 | 5 | 3 | 3 | 0 | 2 | 1 | 3 | 0 | 2 | 5 | **42** |
| **République tchèque** | 1 | 2 | 0 | 0 | 1 | 5 | 0 | 2 | 1 | 2 | 0 | 1 | 1 | 0 | 6 | 1 | 0 | 0 | 2 | **25** |
| **Danemark** | 0 | 2 | 1 | 0 | 1 | 5 | 7 | 2 | 1 | 5 | 0 | 1 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | **29** |
| **Allemagne** | 2 | 10 | 2 | 2 | 14 | 95 | 10 | 10 | 15 | 28 | 4 | 7 | 2 | 5 | 36 | 4 | 4 | 3 | 9 | **262** |
| **Estonie** | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 1 | 0 | **10** |
| **Irlande** | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 5 | 3 | 2 | 2 | 13 | 3 | 3 | 2 | 2 | 6 | 1 | 6 | 1 | 1 | **52** |
| **Grèce** | 4 | 28 | 2 | 0 | 3 | 10 | 1 | 3 | 8 | 20 | 0 | 10 | 8 | 2 | 4 | 5 | 2 | 6 | 10 | **126** |
| **Espagne** | 3 | 3 | 0 | 2 | 2 | 51 | 3 | 9 | 18 | 40 | 4 | 15 | 1 | 4 | 48 | 3 | 6 | 8 | 8 | **228** |
| **France** | 4 | 11 | 0 | 2 | 15 | 125 | 6 | 2 | 17 | 56 | 5 | 11 | 2 | 3 | 26 | 17 | 3 | 3 | 6 | **314** |
| **Croatie** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 |  | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | **5** |
| **Italie** | 6 | 7 | 1 | 1 | 10 | 74 | 0 | 4 | 78 | 43 | 5 | 10 | 1 | 7 | 20 | 8 | 3 | 7 | 10 | **295** |
| **Chypre** | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **6** |
| **Lettonie** | 0 | 2 | 1 | 0 | 2 | 3 | 0 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | **18** |
| **Lituanie** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 2 | 1 | 1 | 5 | **17** |
| **Luxembourg** | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | **7** |
| **Hongrie** | 4 | 0 | 3 | 0 | 3 | 5 | 1 | 2 | 6 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 5 | 4 | 2 | 1 | 8 | **49** |
| **Malte** | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **7** |
| **Pays-Bas** | 2 | 2 | 2 | 0 | 2 | 26 | 3 | 7 | 6 | 1 | 1 | 4 | 0 | 4 | 8 | 0 | 4 | 8 | 4 | **84** |
| **Autriche** | 1 | 2 | 1 | 0 | 1 | 8 | 1 | 4 | 9 | 7 | 0 | 1 | 0 | 2 | 6 | 0 | 4 | 2 | 3 | **52** |
| **Pologne** | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 5 | 1 | 2 | 0 | 8 | 1 | 10 | 1 | 0 | 11 | 4 | 1 | 2 | 23 | **72** |
| **Portugal** | 1 | 1 | 0 | 2 | 4 | 11 | 4 | 8 | 8 | 20 | 6 | 28 | 2 | 2 | 13 | 1 | 1 | 2 | 7 | **121** |
| **Roumanie** | 1 | 3 | 1 | 0 | 3 | 20 | 2 | 0 | 1 | 8 | 1 | 3 | 4 | 2 | 2 | 8 | 0 | 4 | 13 | **76** |
| **Slovénie** | 10 | 1 | 0 | 0 | 1 | 4 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 2 | **24** |
| **Slovaquie** | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 7 | 1 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 1 | 2 | **23** |
| **Finlande** | 0 | 1 | 0 | 0 | 7 | 7 | 1 | 1 | 1 | 4 | 0 | 2 | 0 | 2 | 3 | 0 | 1 | 0 | 4 | **34** |
| **Suède** | 0 | 0 | 0 | 1 | 15 | 4 | 3 | 0 | 0 | 6 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 | 4 | 0 | **38** |
| **Royaume-Uni** | 0 | 3 | 0 | 0 | 7 | 43 | 6 | 5 | 13 | 36 | 8 | 9 | 1 | 7 | 12 | 0 | 3 | 6 | 5 | **164** |
| **Total** | **48** | **90** | **17** | **12** | **106** | **544** | **59** | **74** | **212** | **330** | **47** | **132** | **26** | **52** | **230** | **72** | **47** | **71** | **135** | **2 304** |

**\*: 0,5 ETP converti en 1 \*\*: uniquement AT**

**Annexe 14: Répartition du personnel AD par nationalité dans les agences décentralisées de l’UE (pourcentage du personnel AD)**

**Fonctionnaires et agents temporaires, situation au 1.1.2017 - Répartition (citoyens de l’UE uniquement)**  **Source: contributions des agences**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fonctionnaires et agents temporaires AD** | **ACER** | **CEDEFOP** | **CEPOL** | **OCVV** | **CEPCM** | **AESA** | **AEE** | **AEAPP** | **EFSA** | **EMA** | **OEDT** | **AESM (\*)** | **ENISA** | **ETF** | **OUEPI** | **EU-Lisa** | **Eurofound** | **Eurojust** | **Frontex** | **Total** |
| **Belgique** | 6 % | 8 % | 6 % | 0 % | 6 % | 3 % | 7 % | 5 % | 11 % | 5 % | 9 % | 4 % | 4 % | 8 % | 6 % | 6 % | 6 % | 7 % | 3 % | 5 % |
| **Bulgarie** | 4 % | 1 % | 0 % | 0 % | 5 % | 1 % | 0 % | 5 % | 0 % | 2 % | 6 % | 2 % | 0 % | 4 % | 0 % | 4 % | 0 % | 3 % | 4 % | 2 % |
| **République tchèque** | 2 % | 2 % | 0 % | 0 % | 1 % | 1 % | 0 % | 3 % | 0 % | 1 % | 0 % | 1 % | 4 % | 0 % | 3 % | 1 % | 0 % | 0 % | 1 % | 1 % |
| **Danemark** | 0 % | 2 % | 6 % | 0 % | 1 % | 1 % | 12 % | 3 % | 0 % | 2 % | 0 % | 1 % | 0 % | 2 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 1 % | 1 % |
| **Allemagne** | 4 % | 11 % | 12 % | 17 % | 13 % | 17 % | 17 % | 14 % | 7 % | 8 % | 9 % | 5 % | 8 % | 10 % | 16 % | 6 % | 9 % | 4 % | 7 % | 11 % |
| **Estonie** | 0 % | 0 % | 6 % | 0 % | 0 % | 0 % | 2 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 2 % | 0 % | 0 % | 0 % | 6 % | 0 % | 1 % | 0 % | 0 % |
| **Irlande** | 2 % | 0 % | 0 % | 8 % | 0 % | 1 % | 5 % | 3 % | 1 % | 4 % | 6 % | 2 % | 8 % | 4 % | 3 % | 1 % | 13 % | 1 % | 1 % | 2 % |
| **Grèce** | 8 % | 31 % | 12 % | 0 % | 3 % | 2 % | 2 % | 4 % | 4 % | 6 % | 0 % | 8 % | 31 % | 4 % | 2 % | 7 % | 4 % | 8 % | 7 % | 5 % |
| **Espagne** | 6 % | 3 % | 0 % | 17 % | 2 % | 9 % | 5 % | 12 % | 8 % | 12 % | 9 % | 11 % | 4 % | 8 % | 21 % | 4 % | 13 % | 11 % | 6 % | 10 % |
| **France** | 8 % | 12 % | 0 % | 17 % | 14 % | 23 % | 10 % | 3 % | 8 % | 17 % | 11 % | 8 % | 8 % | 6 % | 11 % | 24 % | 6 % | 4 % | 4 % | 14 % |
| **Croatie** | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 1 % | 0 % | 0 % | 1 % | 0 % |
| **Italie** | 13 % | 8 % | 6 % | 8 % | 9 % | 14 % | 0 % | 5 % | 37 % | 13 % | 11 % | 8 % | 4 % | 13 % | 9 % | 11 % | 6 % | 10 % | 7 % | 13 % |
| **Chypre** | 4 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 1 % | 0 % | 2 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % |
| **Lettonie** | 0 % | 2 % | 6 % | 0 % | 2 % | 1 % | 0 % | 1 % | 0 % | 1 % | 2 % | 1 % | 0 % | 2 % | 0 % | 0 % | 0 % | 3 % | 1 % | 1 % |
| **Lituanie** | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 2 % | 3 % | 2 % | 1 % | 4 % | 1 % |
| **Luxembourg** | 0 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 1 % | 0 % | 2 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 2 % | 0 % | 1 % | 0 % |
| **Hongrie** | 8 % | 0 % | 18 % | 0 % | 3 % | 1 % | 2 % | 3 % | 3 % | 1 % | 0 % | 1 % | 0 % | 0 % | 2 % | 6 % | 4 % | 1 % | 6 % | 2 % |
| **Malte** | 0 % | 1 % | 0 % | 0 % | 2 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 2 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % |
| **Pays-Bas** | 4 % | 2 % | 12 % | 0 % | 2 % | 5 % | 5 % | 9 % | 3 % | 0 % | 2 % | 3 % | 0 % | 8 % | 3 % | 0 % | 9 % | 11 % | 3 % | 4 % |
| **Autriche** | 2 % | 2 % | 6 % | 0 % | 1 % | 1 % | 2 % | 5 % | 4 % | 2 % | 0 % | 1 % | 0 % | 4 % | 3 % | 0 % | 9 % | 3 % | 2 % | 2 % |
| **Pologne** | 0 % | 1 % | 0 % | 8 % | 1 % | 1 % | 2 % | 3 % | 0 % | 2 % | 2 % | 8 % | 4 % | 0 % | 5 % | 6 % | 2 % | 3 % | 17 % | 3 % |
| **Portugal** | 2 % | 1 % | 0 % | 17 % | 4 % | 2 % | 7 % | 11 % | 4 % | 6 % | 13 % | 21 % | 8 % | 4 % | 6 % | 1 % | 2 % | 3 % | 5 % | 5 % |
| **Roumanie** | 2 % | 3 % | 6 % | 0 % | 3 % | 4 % | 3 % | 0 % | 0 % | 2 % | 2 % | 2 % | 15 % | 4 % | 1 % | 11 % | 0 % | 6 % | 10 % | 3 % |
| **Slovénie** | 21 % | 1 % | 0 % | 0 % | 1 % | 1 % | 2 % | 3 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 3 % | 1 % | 1 % |
| **Slovaquie** | 2 % | 1 % | 6 % | 0 % | 1 % | 1 % | 2 % | 0 % | 0 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 1 % | 3 % | 0 % | 1 % | 1 % | 1 % |
| **Finlande** | 0 % | 1 % | 0 % | 0 % | 7 % | 1 % | 2 % | 1 % | 0 % | 1 % | 0 % | 2 % | 0 % | 4 % | 1 % | 0 % | 2 % | 0 % | 3 % | 1 % |
| **Suède** | 0 % | 0 % | 0 % | 8 % | 14 % | 1 % | 5 % | 0 % | 0 % | 2 % | 0 % | 1 % | 0 % | 2 % | 0 % | 0 % | 4 % | 6 % | 0 % | 2 % |
| **Royaume-Uni** | 0 % | 3 % | 0 % | 0 % | 7 % | 8 % | 10 % | 7 % | 6 % | 11 % | 17 % | 7 % | 4 % | 13 % | 5 % | 0 % | 6 % | 8 % | 4 % | 7 % |
| **Total** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** | **100 %** |

**\*: uniquement AT.**

1. L'article 9 du traité sur l’Union européenne dispose que «Dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens». De même, l'article premier *quinquies* du statut interdit «toute discrimination» [fondée sur quelque motif que ce soit]. En outre, l'article 27 du statut interdit de réserver certains emplois aux ressortissants d'un État membre déterminé. Voir l'annexe 1 pour une description plus détaillée du cadre juridique. [↑](#footnote-ref-1)
2. Dans ce contexte, le législateur a arrêté par le passé des règles spécifiques visant à limiter les recrutements et autorisant que des postes soient réservés aux ressortissants d'un ou de plusieurs États membres; cela s’est généralement fait dans le contexte des élargissements. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir par exemple l’arrêt de la Cour du 30.6.1983 dans l’affaire 85/82, Schloh/Conseil, point 26. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir la communication SEC(1994) 844 de la Commission du 17 mai 1994, de M. Van Miert, lors de l’adhésion de l’Autriche, de la Finlande et de la Suède. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir la communication C(2003)436/5 de M. Kinnock du 14 février 2003, adoptée le 19 février 2003, relative au recrutement de fonctionnaires de la Commission des nouveaux États membres; la communication C(2006)5778 de M. Kallas du 24 novembre 2006, adoptée par procédure écrite le 1er décembre 2006 [SEC(2006) 1574/5], concernant le recrutement par la Commission de fonctionnaires et d’agents temporaires provenant de la Bulgarie et de la Roumanie; la communication SEC(2012)436 final du vice-président Šefčovič du 12 juillet 2012 relative au recrutement par la Commission de fonctionnaires et d'agents temporaires croates. [↑](#footnote-ref-5)
6. Les membres du personnel doivent toutefois déclarer s’ils ont ou ont eu la nationalité de l'État sur le territoire duquel est situé le lieu de leur affectation. [↑](#footnote-ref-6)
7. Sauf s'ils fournissent la preuve qu’ils ont irrévocablement abandonné la nationalité britannique. [↑](#footnote-ref-7)
8. Cette approche diffère de l’approche précédente, qui comportait une pondération égale pour les trois plus grands États membres fondateurs (Allemagne, France, Italie), et n’offre pas de garantie de stabilité dans le temps. En effet, sur les trois critères objectifs, l’un est volatil (la population, comme montré à l’annexe 4) et le deuxième (la pondération des voix au Conseil), bien que toujours mentionné dans le traité, n’est plus appliqué depuis avril 2017. Les avantages de cette solution l’emportent néanmoins largement sur ses inconvénients. [↑](#footnote-ref-8)
9. Par exemple, en ce qui concerne l’encadrement supérieur, la Commission définit comme un objectif souhaitable que chaque nationalité soit représentée par au moins un directeur général ou toute fonction équivalente. Deux fois par an, le commissaire chargé du personnel et de l’administration (...) informera le collège (...) de l'équilibre géographique parmi les hauts fonctionnaires (*Compilation document on Senior Officials Policy*, SEC(2004)1352/2, approuvé le 26.10.2004, PV 1676). [↑](#footnote-ref-9)
10. La promotion du grade AD5 (grade de recrutement le plus courant) au grade AD9 prend en moyenne 12 ans, alors que le délai le plus court admis par le statut est de 8 ans. [↑](#footnote-ref-10)
11. C’est-à-dire tous les États membres qui sont devenus membres de l’Union européenne avant 2004. [↑](#footnote-ref-11)
12. C’est-à-dire tous les États membres ayant adhéré avant 2004, sauf le Royaume-Uni. [↑](#footnote-ref-12)
13. Les concours généralistes AD5 semblent également présenter une distorsion semblable, les nationalités néerlandaise, hongroise et roumaine s’ajoutant toutefois aux nationalités qui sont suffisamment représentées. [↑](#footnote-ref-13)
14. Compte tenu de l’obligation statutaire selon laquelle les listes de lauréats doivent comporter au moins deux fois plus de noms que le nombre de postes à pourvoir, les ressortissants de chaque État membre devraient, idéalement, représenter au moins 50 % du taux de référence applicable. [↑](#footnote-ref-14)
15. Aucune institution n’a cependant donné de définition précise de celui-ci. [↑](#footnote-ref-15)
16. Dans la version de 1962 du statut, l’interdiction de la discrimination était prévue à l’article sur le recrutement (l’article 27) et était limitée à «[la[ race, [la] croyance ou [le] sexe». Dans sa version de 1998, le statut prévoyait une interdiction générale de la discrimination fondée sur «[la] race, [la] conviction politique, philosophique ou religieuse, [le] sexe ou [l']orientation sexuelle». [↑](#footnote-ref-16)
17. Voir par exemple l’arrêt du 30 juin 1983 dans l’affaire 85/82, Schloch/Conseil, point 26 ou l’arrêt du 6 juillet 1999 dans les affaires jointes T-112/96 et T-115/96, Séché/Commission [↑](#footnote-ref-17)
18. Règlement (UE, EURATOM) n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 modifiant le statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne [↑](#footnote-ref-18)
19. L’annexe 2 du présent rapport est extraite de la communication C(2003)436 du 28 janvier 2003. Elle correspond, plus exactement, aux annexes 1, 1*bis* et 1*ter* [↑](#footnote-ref-19)
20. Communication C(2003) 436/5 de M. Kinnock du 14 février 2003, adoptée le 19 février 2003, relative au recrutement de fonctionnaires de la Commission issus des nouveaux États membres [↑](#footnote-ref-20)
21. Plus précisément, la communication indiquait: «La méthode proposée concerne les dix nouveaux États membres qui doivent rejoindre l’Union à compter du 1er mai 2004. Elle peut toutefois s’appliquer quel que soit le nombre de nouveaux États membres.» [↑](#footnote-ref-21)
22. C(2003) 436/5 du 14 février 2003, réunion 1601 de la Commission [↑](#footnote-ref-22)
23. C(2006)5778, procédure écrite du 24 novembre 2006 [↑](#footnote-ref-23)
24. SEC(2012)436 final, Procédure écrite de finalisation du 11 juillet 2012 [↑](#footnote-ref-24)